

113 PROJETS ÉTRANGERS ENREGISTRÉS À L'AAPI

Le climat des affaires en nette amélioration

Le nombre de projets proposés par des étrangers, sous forme d'investissements directs ou de partenariat, enregistrés auprès de l'Agence algérienne de promotion de l'investissement (AAPI) s'élève à 113 projets, a révélé, hier à Alger, le directeur général de l'Agence, Omar Rekkache. Il a qualifié cela d'indicateur important sur l'amélioration du climat des affaires dans le pays. P 3



ÉVENTUELLE AUGMENTATION DES
PRIX DES CLIMATISEURS DURANT
L'ÉTÉ

Tayeb Zitouni met en garde

Le ministre du Commerce et de la Promotion des exportations, Tayeb Zitouni, a annoncé, hier depuis la wilaya de Bordj Bou Arreridj, que toute augmentation des prix des climatiseurs durant l'été sera interdite.

P 2

AVEC PLUS DE 3 600 MORTS
EN 2023

L'hécatombe sur nos routes n'en fini pas



Le nombre croissant des accidents de la route suscite toujours autant d'inquiétudes. Au-delà des statistiques, la situation ne fait qu'empirer en dépit de toutes les campagnes de sensibilisation entreprises. La route en Algérie est devenue synonyme de mort et le «terrorisme» routier n'en finit pas d'en-deuiller des familles. Il suffit de se pencher sur le bilan de plus en plus lourd des dégâts causés par ce phénomène «incontrôlable». L'ampleur des préjudices humains et matériels causés se traduit par des chiffres qui font froid dans le dos.

P 5

GECF

Hausse des exportations du GNL en février dernier

Les exportations du Gaz naturel liquéfié (GNL) provenant des pays du GECF ont augmenté de 1,9 % en février dernier, pour atteindre 15,98 millions de tonnes (Mt), a indiqué l'organisation dans son rapport mensuel publié lundi.

P 3

COMMERCE

**Des instructions
pour mieux encadrer
l'importation** P2

AÉROPORT INTERNATIONAL D'ALGER

**Vers une augmentation
du trafic de passagers
en 2024** P3

TOURISME

**La 23e édition du SITEV
du 30 mai au 2 juin** P2

TOURISME

La 23e édition
du SITEV du 30
mai au 2 juin

Le ministère du Tourisme et de l'Artisanat a dévoilé le programme des manifestations internationales prévues cette année dont l'organisation de la 23e édition du Salon international du tourisme et des voyages (SITEV), du 30 mai au 2 juin 2024 au Palais des expositions (Alger). Cette année verra également l'organisation du Salon international de l'artisanat du 23 au 27 mai 2024 au centre des conférences à Oran et du festival international du tourisme saharien du 26 au 28 septembre 2024 dans la wilaya d'El Oued, note le communiqué. Le ministère a affirmé que ces manifestations internationales permettront de «promouvoir la destination touristique algérienne et de faire connaître les produits nationaux de l'artisanat».

ÉVENTUELLE AUGMENTATION DES PRIX DES CLIMATISEURS DURANT L'ÉTÉ

Tayeb Zitouni met en garde

Le ministre du Commerce et de la Promotion des exportations, Tayeb Zitouni, a annoncé, hier depuis la wilaya de Bordj Bou Arreridj, que toute augmentation des prix des climatiseurs durant l'été sera interdite.

Par Sirine R

Il a précisé que son département a élaboré une stratégie comme mesure proactive en préparation de la saison estivale. Cette dernière vise à mettre sur le marché des produits électroménagers en quantité suffisante, dira-t-il, sans donner plus de détails. En inspectant l'usine de la marque «Condor», le ministre a mis l'accent sur la nécessité de garder les mêmes prix appliqués actuellement durant la saison estivale, dont la demande augmente significativement. Le ministre du Commerce et de la Promotion des exportations, a été accompagné lors de cette visite par le Wali de Bordj Bou Arreridj, Kamel Nouisser. Durant l'été dernier et suite à la

forte vague de chaleur, les prix des climatiseurs ont connu une flambée sans précédentes. Ils (les prix) avaient presque doublé. Une situation qui s'expliquait par l'augmentation de la demande et la production nationale est insuffisante. Par ailleurs, le ministre a également inauguré un laboratoire de contrôle de qualité et de répression des fraudes implanté au niveau du chef lieu de la wilaya. A cette occasion, le ministre du Commerce a insisté pour le respect des normes techniques, scientifiques et de la protection du consommateur lors des opérations de contrôle des produits qui seront effectuées au sein de ce nouveau laboratoire. Au cours de cette visite, M. Zitouni a annoncé la mise en place d'une commission mixte qui regroupera des cadres de son

ministère et celui des ressources en eau afin d'étudier l'ensemble des autorisations d'exploitation attribuées aux unités de production d'eau minérale. Lors de l'inauguration du laboratoire de contrôle de la qualité et de la répression des fraudes à Bordj Bou-Arreidj, ce lundi, le ministre a insisté sur la nécessité de respecter les normes sanitaires, techniques et scientifiques pour protéger les consommateurs. Le ministère du commerce œuvre, depuis environ trois ans, à la mise en place de laboratoires de contrôle de la qualité et de la répression des fraudes dans différents domaines afin de mettre fin au phénomène de la fraude sur certains produits, aussi bien manufacturés qu'importés, et dans différents domaines.

LE MINISTRE DE L'AGRICULTURE L'A ANNONCÉ

Les unités de production agricoles se spécialiseront dans les cultures stratégiques

Les 174 anciennes fermes pilotes transformées en unités de production agricole vont se spécialiser désormais dans la culture des légumineuses, les oléagineux, la semence et l'arboriculture qui font partie des grandes cultures stratégiques, a annoncé dimanche à Médéa, le ministre de l'Agriculture et du Développement rural, Youcef Chorfa.

"Les unités de production agricole vont fonctionner sur la base d'outils de gestion moderne, et sont appelées à adapter leur travail à ce qu'il y a de plus performant en matière de procédés de production afin qu'elles puissent contribuer à notre sécurité alimentaire", a déclaré M.Chorfa, en marge de sa visite à la coopérative de céréales et de légumes secs (CCLS) de Berrouaghia.

Parmi les objectifs assignés à certaines de ces unités de production agricoles situées dans plusieurs régions du pays, la réalisation des 150 mille hectares de légumineuses au titre de la campagne moisson 2024, a souligné le ministre. En marge d'un exposé sur l'état d'avancement du projet de réalisation de nouvelles structures de stockage de céréales, le ministre de

l'agriculture et du développement rural a invité les responsables de la direction des équipements publics (DEP), qui chapeaute l'opération, de lancer "sans tarder" et "le plutôt possible", la réalisation de complexes de stockage de proximité, au nombre de 12, affectés à la wilaya de Médéa. M.Chorfa a saisi cette occasion pour rappeler le caractère "vital" de ce projet, qui

rentre dans le cadre de la sécurité alimentaire du pays à travers le renforcement de ses capacités de stockage de céréales, et a insisté pour que le démarrage de la construction de ces complexes intervienne "avant la mi-avril", afin de pouvoir les réceptionner décembre prochain.

COMMERCE

Des instructions pour mieux encadrer l'importation

Le ministre du Commerce et de la Promotion des exportations, Tayeb Zitouni, a donné des instructions à l'effet de mieux encadrer les opérations d'importation de marchandises destinées à la revente en l'état, notamment les demandes du document préalable à la domiciliation bancaire déposées par les opérateurs économiques activant dans le domaine de l'importation, indique un communiqué du ministère. M. Zitouni a donné ces instructions

en s'enquérant, hier dimanche au siège du ministère, du travail de la commission ministérielle chargée d'examiner les demandes du document préalable à la domiciliation bancaire déposées par les opérateurs économiques activant dans le domaine de l'importation de produits destinés à la revente en l'état, précise la même source. Après avoir écouté un exposé détaillé sur les demandes déposées et leurs procédures d'examen et de traite-

ment, M. Zitouni a donné des instructions pour «mieux encadrer et moderniser la plateforme numérique dédiée aux opérations d'octroi du document de domiciliation bancaire en vue de garantir la transparence dans le traitement des dossiers d'importation», selon le communiqué. Il s'agit également d'«accélérer le traitement des demandes en tenant compte de la production nationale en vue de renforcer les industries natio-

nales, d'encourager l'investissement, de contrôler les prix appliqués par les importateurs et de suivre les prix sur les marchés mondiaux et ceux en vigueur sur le marché national», ajoute la même source, évoquant aussi «la transmission de tous les documents de domiciliation bancaire obtenus par les opérateurs économiques activant dans le domaine de l'importation de produits destinés à la revente en l'état aux services des impôts».

Quotidien économique

Les Enjeux
Eco

Édité par la
SARL

Les enjeux Eco
Tel: 06 98165554

Gérant
Belmihoub
Abdelaziz

Directeur de
publication
Radji Zahir

Siège social
03,Rue Ali Boumendjel
Square Port Said , Casbah
email: lesenjeuxeco@gmail.com

ccb : BDL 005
00170000003889 09

Impression
Centre : SIA

Distribution
Centre:
les enjeux Eco

«Pour votre publicité, s'adresser à : L'Entreprise Nationale de Communication, d'Édition et de Publicité»
Agence ANEP 01, avenue Pasteur, Alger
Téléphone : 020 05 20 91 / 020 05 10 42
Fax : 020 05 11 48 - 020 05 13 45 - 020 05 13 77
E-mail: agence.regie@anep.com.dz
Programation.regie@anep.com.dz
agence.oran@anep.com.dz
agence.annaba@anep.com.dz
agence.ovargla@anep.com.dz
agence.constantine@anep.com.dz

113 PROJETS ÉTRANGERS ENREGISTRÉS À L'AAPI

Le climat des affaires en nette amélioration

Le nombre de projets proposés par des étrangers, sous forme d'investissements directs ou de partenariat, enregistrés auprès de l'Agence algérienne de promotion de l'investissement (AAPI) s'élève à 113 projets, a révélé, hier à Alger, le directeur général de l'Agence, Omar Rekkache. Il a qualifié cela d'indicateur important sur l'amélioration du climat des affaires dans le pays.

Par Sirine R

S'exprimant lors d'une rencontre organisée par la Délégation de l'Union européenne (UE) en Algérie et l'AAPI sur « le climat des affaires en Algérie », au profit des représentants des organes diplomatiques des pays de l'UE, en présence de représentants du ministère du Commerce et de la Promotion des exportations, et du ministère des Affaires étrangères et de la Communauté nationale à l'étranger, Rekkache a précisé que le nombre de projets étrangers enregistrés par l'AAPI depuis le 1 novembre 2022 (date de début de ses activités) jusqu'à présent, s'élevait à 113 projets, dont 43 investissements directs étrangers et 70 projets en partenariat avec des étrangers. En outre, l'Agence a enregistré, via la plateforme numérique de l'Investisseur, 22 demandes de foncier économique, déposées par des opérateurs économiques étrangers. Le DG a indiqué que ces investissements concernent des secteurs d'activités permettant de réduire la facture des importations tels que la production des matières premières, soulignant que le nombre enregistré jusqu'à ce jour reflète « l'amélioration significative du climat des affaires en Algérie, grâce aux nombreux avantages concurrentiels et aux importantes opportunités d'investissement disponibles, d'autant que les demandes d'investissement ne cessent de croître ». Après avoir indiqué que cette rencontre s'inscrivait dans le cadre des activités de l'agence

visant la promotion de la destination algérienne en tant que pôle d'investissement, le même responsable a fait état du lancement d'un programme avec l'UE en coordination avec le ministère des Affaires étrangères et de la Communauté nationale à l'étranger afin de drainer des investissements européens, à travers l'organisation dans « les mois à venir » d'une série de réunions et d'événements entre experts et investisseurs européens et décideurs algériens. Pour sa part, le représentant du ministère des Affaires étrangères et de la Communauté nationale à l'étranger, Arezki Yahiaoui a souligné l'importance de cette rencontre dans la promotion des atouts et des opportunités d'investissements dont recèle l'Algérie. Il a appelé les opérateurs de l'UE à intensifier leurs investissements en Algérie, d'autant plus que la valeur de ces investissements depuis la mise en œuvre de l'accord d'association entre les deux parties, n'a pas dépassé 13 milliards de dollars entre 2005 et 2022, soit 5% de la valeur des échanges commerciaux entre les deux parties, qui ont dépassé 340 milliards de dollars durant cette période. Pour sa part, le chef de mission adjoint de l'ambassadeur de la Délégation de l'UE en Algérie, Simone Petroni, a indiqué que cette rencontre s'inscrivait dans le cadre « d'une nouvelle coopération entre l'UE et l'Algérie », rappelant que les deux parties œuvraient à la révision « de l'accord d'association signé entre elles dans le but d'en faire un outil puissant pour renforcer le partenariat bilatéral et pro-

mouvoir la coopération basée sur le principe du bénéfice mutuel ». « L'évènement d'aujourd'hui intervient dans le cadre d'une nouvelle coopération entre l'UE et l'Algérie pour revisiter l'Accord d'Association (AA) signé entre les deux parties en 2002, afin de le transformer en un puissant instrument pour renforcer le partenariat entre l'Algérie et les pays européens, dans un esprit gagnant-gagnant », a déclaré M. Petroni. « Depuis quelques temps, nous observons un changement en Algérie. L'environnement de l'investissement est en train de changer et notre but est de démontrer qu'il devient plus facile d'investir en Algérie », a expliqué M. Petroni, en précisant que le moment est « opportun pour initier cette nouvelle coopération autour de l'Accord d'association, avec un accent sur les IDE ». La réunion a permis de développer des nouvelles recommandations en vue d'une coopération renforcée entre l'Union Européenne et l'Algérie favorisant l'amélioration du climat des affaires, la promotion des investissements étrangers et la création des conditions d'une relance verte et durable. Lors de cette rencontre, les participants ont évoqué la nouvelle loi 22-18 relative à l'investissement, le processus d'accompagnement des projets d'investissement, ainsi que l'analyse du nouveau cadre juridique sur le foncier économique (loi 23-17). Il a été question également de l'analyse du climat d'affaires en Algérie et du rôle des zones franches pour drainer des investissements directs étrangers.

AÉROPORT INTERNATIONAL D'ALGER

Vers une augmentation du trafic passagers en 2024

Le trafic passagers à l'Aéroport international d'Alger devrait connaître une augmentation cette année, passant de 6,2 millions de voyageurs en 2022 à près de 10 millions d'ici la fin 2024, a indiqué lundi à Alger le PDG de la Société de gestion des services et infrastructures aéroportuaires d'Alger (SGSIA), Mokhtar Said Mediouni. Lors d'une conférence de presse tenue à l'aéroport, M. Mediouni a précisé que la feuille de route tracée par la société visait à "exploiter cette infrastructure aéroportuaire à 100% de sa capacité", prévoyant "une augmentation du trafic passagers de 6,2 millions de voyageurs en 2022 à près de 10 millions d'ici la fin de l'année 2024". Cette progression intervient à la faveur de la reprise de l'activité aérienne dans le pays et dans le monde après la crise sanitaire de la pandémie de Covid-19, ainsi que des réductions décidées par les autorités publiques sur les prix des billets d'avion et de l'augmentation du nombre de candidats à la Omra via l'Aéroport international d'Alger ces derniers temps, a-t-il dit. Répondant à une question sur le hub aéroportuaire d'Alger, le responsable a affirmé que son activité était en "hausse continue", met-

tant en avant les efforts de la société pour fournir tous les services nécessaires aux voyageurs transitant par l'Aéroport d'Alger. "Nous œuvrons en synergie avec nos partenaires, tels qu'Air Algérie et d'autres compagnies aériennes internationales, ainsi qu'avec les services de police et de douanes, pour améliorer les conditions d'accueil et développer les différents services proposés au niveau de l'infrastructure aéroportuaire", a poursuivi M. Mediouni. Evoquant les mesures prises récemment par la société, notamment en ce qui concerne la fourniture de services dans les salles d'embarquement, il a rappelé qu'un accord avait été conclu avec les locataires des cafés pour réduire les prix de leurs produits en échange d'une réduction des frais de location par la société. Après avoir souligné la détermination de la société à "ouvrir prochainement l'ensemble des locaux qui se trouvent au niveau de l'aéroport", le responsable a fait savoir que le Duty Free ouvrira ses portes dans les prochains mois. Il a en outre insisté sur l'importance de la modernisation de la gestion de l'aéroport pour le hisser au rang des grands aéroports internationaux, à travers l'investissement

dans les technologies modernes, notamment l'intelligence artificielle, précisant que des étudiants et des experts en informatique seront mis à contribution dans la recherche de solutions pour améliorer la prise en charge des passagers et garantir leur confort. Le PDG de la SGSIA a ajouté que des efforts étaient en cours pour équiper l'aéroport de systèmes d'enregistrement automatique des bagages, afin de fluidifier le trafic au niveau des divers terminaux de l'aéroport, qui comprend la nouvelle aérogare internationale, l'aérogare des vols domestiques et l'aérogare des vols du Hadj et de la Omra. M. Mediouni a également souligné que le programme de numérisation en vigueur au sein de l'établissement aéroportuaire sera complètement concrétisé "d'ici mai prochain", affirmant, par ailleurs, que l'aéroport était prêt pour la saison du Hadj de l'année 2024. Et d'ajouter que le personnel médical de l'aéroport sera prochainement renforcé pour la prise en charge des urgences, avec la mise à disposition d'équipes pour l'accompagnement des passagers aux besoins spécifiques.

GECF

Hausse des exportations du GNL en février dernier

Les exportations du Gaz naturel liquéfié (GNL) provenant des pays du GECF ont augmenté de 1,9 % en février dernier, pour atteindre 15,98 millions de tonnes (Mt), a indiqué l'organisation dans son rapport mensuel publié lundi. « En février 2024, les exportations de GNL des pays membres (y compris les membres observateurs) du GECF (Forum des pays exportateurs de gaz) ont augmenté de 0,30 Mt, soit une croissance de 1,9% sur un an, pour atteindre 15,98 Mt », est-il indiqué dans ce rapport publié sur le site-web du Forum. Cette augmentation a été tirée par l'Algérie, la Malaisie, le Mozambique, le Nigéria, le Qatar et les Emirats arabes unis, qui ont compensé la baisse des exportations de GNL de l'Angola, de l'Egypte et de Trinité-et-Tobago, explique le document relevant que de janvier à février 2024, les exportations de GNL du GECF ont augmenté de 4,0% (1,30 Mt de plus) pour atteindre 34,05 Mt. Concernant l'Algérie, le rapport explique que « l'augmentation des exportations de GNL était due à une activité de maintenance moindre par rapport à l'année passée », rappelant dans ce cadre qu'en février 2023, l'installation GNL de Skikda a fait l'objet d'une maintenance planifiée. Globalement, les exportations mondiales du GNL ont atteint en février dernier 33,95 Mt, ce qui représente une légère hausse de 1,0 % (0,35 Mt) en glissement annuel. La part des exportations de GNL des pays membres du GECF a augmenté, passant de 46,7 % à 47,1 %, selon la même source. Entre janvier et février 2024, les exportations mondiales de GNL ont augmenté quant à elles de 4,0 % (2,74 Mt) en glissement annuel pour atteindre 71,45 Mt. Les Etats-Unis étaient le plus grand exportateur de GNL en février (plus de 7 Mt), suivis de près par l'Australie et le Qatar. S'agissant de la consommation du gaz, elle a connu en février 2024, une baisse significative de 8 % dans les pays de l'Union européenne (UE), selon le document. Cette baisse est due principalement à une réduction de la demande de gaz pour le chauffage dans le secteur résidentiel en raison d'un hiver plus chaud que d'habitude, explique le rapport.

R E.

ONPO - HADJ 2024
L'ouverture des
comptes lancée



L'Office national du pèlerinage et de la Omra (ONPO) a invité, dimanche dans un communiqué, les citoyens qui s'apprêtent à accomplir les rites du pèlerinage pour cette saison et désirant s'inscrire avec l'Office, à ouvrir des comptes pour eux, à travers le portail algérien du Hadj et de la Omra, et ce à partir de lundi. «L'ONPO porte à la connaissance de tous les citoyens qui s'apprêtent à accomplir les rites du pèlerinage pour la saison 1445/2024 et désirant s'inscrire avec l'Office, qu'ils sont invités à ouvrir des comptes, à travers le portail algérien du Hadj, à partir de lundi à 10h00, via le lien bawabtelhadj.dz», conclut la même source.

UNE PLANTE QUI
S'ACCLIMATE AU
CHANGEMENT
CLIMATIQUE
Une agricultrice
expérimente la
culture de la Silphie à
Oran

Alou Rahou Baba Ahmed, une agricultrice d'Ain El Kerma (Ouest d'Oran), a récemment tenté l'expérience de cultiver la Silphie, une plante connue pour ses fortes propriétés d'adaptation aux changements climatiques, utilisée entre autres comme fourrage. "Un millier de graines de Silphie a été cultivé dans le cadre de ce projet innovant", a indiqué l'agricultrice, ajoutant que cette plante herbacée a rentabilité économique et vertus écologiques, a été cultivée au niveau d'une région montagneuse dans la commune d'Ain El Kerma (daïra de Boutellilis). Cette plante, considérée comme rare au monde, a été introduite par rapport au climat sec de la wilaya d'Oran, a-t-elle dit, ajoutant qu'il s'agit d'une plante qui consomme très peu d'eau, qui n'a pas besoin de beaucoup de fertilisants et qui a la capacité de s'acclimater avec les changements climatiques, ce qui fait d'elle "une amie de l'environnement".

Dernière composition de DZAIRINDEX

Valeur	Ouv	Clôture	Var %	Cap.flottante
ALLIANCE ASSURANCES	430,00	430,00	0,00	1 241 503 310,00
BIOPHARM	2300,00	2305,00	0,22	11 766 806 025,00
EGH EL AURASSI	450,00	450,00	0,00	540 000 000,00
SAIDAL	499,00	499,00	0,00	998 000 000,00

CONTENUS DES PROGRAMMES DES CHAINES TV

Laagab rappelle à l'ordre
les directeurs

Le ministre de la Communication, Mohamed Laagab, a insisté, avant-hier lors de sa rencontre avec les directeurs des chaînes de télévision publiques et privées, sur l'impératif de tenir compte des valeurs et des coutumes de la société algérienne dans la grille des programmes diffusés durant le mois de Ramadhan, tout en respectant les normes relatives aux plages horaires de diffusion des spots publicitaires. Lors de cette réunion, tenue au siège du ministère de la Communication, M. Laagab a mis l'accent sur l'impératif de respecter la sacralité du mois de ramadhan et les valeurs de la société algérienne lors de la diffusion des différents programmes, soulignant que l'intervention de la tutelle est motivée "par les nombreux dépassements constatés par le comité de vigilance chargé de suivre les programmes diffusés depuis le début du mois sacré de ramadhan". Parmi les points importants relevés dans ce sens, M. Laagab a précisé que "certains feuilletons comportaient des scènes injustifiées qui ne correspondent pas à l'esprit du mois sacré de Ramadhan



et aux coutumes de la société algérienne". "Ces scènes auraient pu être supprimées sans avoir un impact sur le déroulement de la production dans son ensemble", a-t-il estimé. "Il ne s'agit pas des sujets abordés par ces feuilletons, mais plutôt de la manière dont ils sont traités qui est dénuée de toute créativité", a expliqué le ministre, ajoutant que "la façon avec laquelle sont présentés ces feuilletons donnent l'impression parfois qu'ils encouragent les fléaux sociaux

tels que la drogue au lieu de sensibiliser à leurs dangers". M.Laagab a précisé, dans ce sens, que "certains producteurs ont modifié les scénarios qui ont obtenu une autorisation préalable du ministère de la Communication", ce qui est "complètement inacceptable", a-t-il dit, en imputant aux directeurs des chaînes de télévision "la pleine responsabilité" en ce qui concerne le contrôle du contenu des programmes avant leur diffusion.

LA CARAVANE DE HOLCIM EL-DJAZAÏR:

Un succès pour la construction durable en Algérie

Holcim El-Djazaïr est fière d'annoncer le succès de la première édition de la Caravane "nabni bessahih", qui s'est déroulée du 22 Octobre 2023 à ce jour. Cette initiative d'intérêt public, en accord avec l'engagement de l'entreprise en faveur de la construction durable, a offert des opportunités sans précédent à plus de 15.000 artisans, clients et utilisateurs pour explorer les solutions de construction innovantes et durables déjà disponibles sur le marché Algérien.

La caravane de sensibilisation a couvert 30Communes Algériennes, renforçant les liens entre Holcim El-Djazaïr et ses précieux clients grâce à des rencontres directes avec leurs experts. Cette tournée a permis des discussions approfondies sur les dernières avancées en matière de construction durable.

Holcim El-Djazaïr a présenté sa gamme de ciments spécialement conçus pour répondre aux exigences de chaque région Algérienne, qu'elle soit côtière, humide,

aride ou désertique. L'entreprise a mis en lumière ses ciments adaptés à la construction parasismique dans les zones à risque élevé. Les experts ont partagé des informations sur la manière de construire de manière plus efficace et respectueuse de l'environnement en utilisant leur solution clé de décarbonisation de l'industrie de la construction, le ciment CHAMIL™ ECOPlanet.

Les discussions ont également porté sur les méthodes visant à rendre les bâtiments durables moins énergivores et respectueux de l'environnement, contribuant ainsi à la décarbonation des villes en Algérie. Cette initiative, qui sera bientôt rééditée pour une deuxième édition, réaffirme l'engagement de Holcim El-Djazaïr en faveur de la construction durable et de la réduction des émissions

de carbone. La Caravane a été ouverte à tous les Algériens, artisans et utilisateurs finaux, désireux de découvrir les dernières avancées en matière de construction durable. Cet événement a également marqué les 21 ans de Holcim El-Djazaïr comme marque de confiance pour les professionnels de la construction.

Mercuriale

عرض أسعار البيع بالتجزئة للمواد الفلاحية واسعة الاستهلاك ليوم 17 مارس 2024 الموافق لـ 7 رمضان 1445
Mercuriale des prix des produits agricoles de large consommation, date: 17 mars 2024 le 7 ramadan 1445

Prix du détail*		أسعار التجزئة			المنتجات
Produits	DA / Kg	متوسط	أعلى	أدنى	
		Moyenne	Maximum	Minimum	
Légumes frais	Pomme de terre	66	74	59	البطاطا
	Tomate	105	117	93	الطماطم
	Oignon sec	81	89	74	البصل الجاف
	Ail sec	518	584	453	الثوم الجاف
	Carotte	73	81	64	الجزر
	Navet	71	79	63	لفت
	Chou-fleur	82	92	73	قرنبيط
	Choux	65	74	57	كرنب
	Courgette	90	102	79	الكوسة
	Haricot vert	393	418	368	الفصولياء الخضراء
	Laïtue	118	131	106	لقدس
Fruits frais	Pomme locale	453	568	339	التفاح المحلي
	Datte	576	703	449	التمر
	Orange	140	168	111	البرتقال
	Citron	159	179	139	الليمون
	Banane	363	377	349	الموز
Produits d'origine animale	Viande bovine locale	1694	1846	1542	لحم البقر المحلي
	Poulet de chair	515	528	501	الدجاج
	Œufs (Unité)	21	22	20	البيض (وحدة)
	Lait de vache (Litre)	96	101	90	حليب البقر (لتر)

AVEC PLUS DE 3 600 MORTS EN 2023

L'hécatombe sur nos routes n'en fini pas

Le nombre croissant des accidents de la route suscite toujours autant d'inquiétudes. Au-delà des statistiques, la situation ne fait qu'empirer en dépit de toutes les campagnes de sensibilisation entreprises. La route en Algérie est devenue synonyme de mort et le «terrorisme» routier n'en finit pas d'endeuiller des familles. Il suffit de se pencher sur le bilan de plus en plus lourd des dégâts causés par ce phénomène «incontrôlable». L'ampleur des préjudices humains et matériels causés se traduit par des chiffres qui font froid dans le dos.

Par Réda Hadi

Le tableau dressé par le directeur général à la Délégation nationale à la sécurité routière relevant du ministère de l'intérieur, des Collectivités locales et de l'Aménagement du territoire, sont autant ahurissants qu'alarmants. En effet, ce responsable a affirmé à nos confrères de la radio nationale, que les infractions au Code de la route ont coûté 3 628 décès en 2023. Dans ce détail macabre, il a été recensé au cours de l'année précédente (2022-2023), pas moins de 24 751 accidents de la circulation sur nos routes qui ont donné lieu à 33 995 blessés et causé la mort de 3 628 personnes. Une facture exorbitante en vies humaines et drames familiaux, résultat d'un ensemble de facteurs conjugués dont les infractions au Code la route. Une situation qui a poussé les pouvoirs publics, à appréhender ce phénomène avec une nouvelle approche, car de l'avis de ce responsable, il est devenu, en effet, nécessaire de revoir de nouveau certaines dispositions du Code de la route pour «permettre de mieux assurer nos missions». Il est notamment question de durcissement de la loi dans le sens de la criminalisation de certaines infractions qui étaient en 4ème classe, notamment les grands excès de vitesse et les manœuvres dangereuses délibérées mettant en danger la vie d'autrui. Celui-ci a

rappelé tout de même que rien que pour le mois de janvier 2024, il a été recensé 283 accidents, 485 blessés 44 morts, soit 16 % de hausse par rapport à janvier 2023 pour les décès. Dans ce cadre, il a été constaté que la formation pour passer le permis, ne réponds plus aux exigences actuelles, et ce d'autant plus que 30% des personnes mis en cause ont un permis de moins de 2 ans. Ce qui fait dire, aux spécialistes de la question, que la formation du permis devrait être plus adaptée, avec des méthodes d'apprentissages modernes, avec des moyens technologiques actuels, entre autre. La parfaite maîtrise des fondamentaux de la conduite est essentielle pour réussir son examen du permis de conduire. A cela les instructeurs des auto-école, devraient eux aussi, mieux insisté sur l'aspect civil de la conduite et de ses responsabilités. Certains préconisent de rallonger les délais pour repasser le permis en cas d'échec. De même qu'il faudrait augmenter le nombre d'heures de conduite obligatoires pour apprendre à circuler en toute sécurité, se préparer à l'examen et avoir le droit de s'y présenter. Le bilan est si dramatique, que les services de la Gendarmerie nationale ont recensé au niveau de leur territoire de compétence, depuis le début du mois de Ramadhan, 16 morts et 75 blessés dans 48 accidents de la route. Rien ne semble arrêter l'hécatombe sur nos

routes. Malheureusement, et le Ministère de l'intérieur, présage qu'au vu de la hausse du nombre d'accidents de la route durant l'année 2023, tout porte à croire que ce fléau progressera cette année encore. Des sources de ce Ministère soulignent que les indicateurs de l'année 2023 poussent les pouvoirs publics à redoubler d'efforts en corrigeant certaines failles définies comme étant à l'origine de l'amplification de ce phénomène. Il n'est nul besoin de rappeler que l'Algérie a été classée à la 65e place des pays qui enregistrent le plus grand nombre d'accidents de la route. L'Algérie a dans ce sens adhéré à un programme des nations unies afin de lutter au mieux contre l'expansion des accidents de la route. Des sociologues disent que les accidents de la route ne sont plus un problème conjoncturel, mais il faut dire qu'ils sont encore plus fréquents durant la saison estivale et le mois de Ramadhan. Périodes où les mouvements de foules s'intensifient. Aussi, il est important de se rappeler que les accidents de la route ne sont pas simplement une question de statistiques, mais qu'ils ont des conséquences tragiques pour les victimes et leurs proches. Il est donc vital que chacun prenne ses responsabilités sur la route pour éviter ces accidents tragiques. Aussi, les campagnes de sensibilisation sur les accidents de la route pendant ces deux périodes en Algérie sont cruciales en termes de prévention.

DESSALEMENT DE L'EAU DE MER

Les nouvelles stations seront réceptionnées avant fin 2024

Par Slimane T

Les nouvelles stations de dessalement d'eau de mer en cours de réalisation seront réceptionnées avant la fin de l'année en cours (2024). C'est ce que le ministre de l'Hydraulique, Taha Derbal a annoncé hier depuis la wilaya d'El Bayadh. En effet, les travaux de réalisations des cinq stations de dessalement avancent avec une cadence soutenue. Il s'agit des stations de « Fouka 2 dans la wilaya de Tipaza, Cap Djinet (Boumerdès), Cap Blanc (Oran), Koudiet Draouche (EI Tarf) et Tighremt (Béjaïa). « Les travaux avancent à bon train, selon un système de travail posté pour la réalisation de ces cinq stations, confiée aux services du ministère de l'Energie et des Mines, tandis que le ministère de l'Hydraulique se charge des travaux de raccordement aux réseaux de distribution d'eau potable », a déclaré Derbal à la presse après avoir écouté un exposé sur le programme du secteur des ressources hydriques dans la wilaya d'El Bayadh, dans le cadre de la visite de travail et d'inspection qu'il a effectué

dans cette wilaya. Et d'ajouter: « La réception de ces projets se fera dans les délais fixés soit à la fin de l'année en cours ». Dans le même sillage, le ministre a également souligné que les eaux de ces cinq stations sont destinées à la consommation et profiteront aux cinq wilayas où ces dernières seront implantées, outre les wilayas intérieures situées à 150 km du littoral. S'agissant du secteur agricole, le ministre a révélé qu'« il profitera indirectement de la réalisation de ces stations, en bénéficiant de la quote-part des eaux des barrages initialement destinée à la consommation », soulignant que « l'approvisionnement en eau potable sera garanti à partir des stations de dessalement d'eau de mer après leur réception ». Par ailleurs, en ce qui concerne l'accompagnement des agriculteurs pour l'obtention d'autorisations de forage de puits pour l'irrigation agricole, le ministre a révélé qu'une « instruction ministérielle sera adressée aux responsables de l'Agence nationale des ressources hydrauliques (ANRH), placée sous l'autorité du ministère de l'Hydraulique et chargée de donner

un avis technique à l'effet d'accélérer le traitement des demandes d'autorisation de forage de puits pour l'irrigation agricole ». M. Derbal a fait savoir que « son ministère prévoit également, dans le cadre de ces mesures, de dépêcher une commission d'inspection dans toutes les wilayas du pays pour veiller au bon déroulement de cette opération », précisant que la première wilaya concernée sera El Bayadh. « Cette commission sera chargée d'examiner et d'évaluer l'opération de traitement des demandes d'autorisation de forage de puits alors que le ministère veillera également à suivre de près cette opération », a-t-il dit. Cette opération, ajoute le ministre, vient en continuité au travail important accompli auparavant pour alléger le dossier des demandes d'autorisations de forage de puits et raccourcir la durée de traitement des dossiers, à l'instar de l'instruction conjointe précédemment émise par les ministères de l'Hydraulique, de l'Intérieur, des Collectivités locales et de l'Aménagement territoire, et de l'Agriculture et du Développement rural, et qui a joué un rôle majeur à cet égard.

RAMADHAN

Abondance des produits de large consommation dans les marchés

Le Président de l'Association de protection et d'orientation du consommateur et son environnement (APOCE), M. Mustapha Zebdi, a affirmé, dimanche à Alger, que la première semaine du mois de Ramadhan a été marquée par l'abondance de divers produits de large consommation à travers les marchés, relevant que les prix s'orientent davantage vers la stabilité. Intervenant au forum du journal Al-Fajr, M. Zebdi a expliqué que l'organisation avait élaboré un plan pour suivre les marchés durant le Ramadhan, de même qu'elle avait chargé ses bureaux, à travers les wilayas, d'observer et de recueillir des informations pour aider les pouvoirs publics à prendre des décisions. L'intervenant a salué la disponibilité des viandes blanches sur le marché, à l'instar du poulet et du poisson, notamment des produits aquacoles, affirmant que l'Organisation joue son rôle dans la sensibilisation à la nécessité d'assurer des alternatifs alimentaires à la viande. S'agissant du dossier des viandes importées, M. Zebdi a indiqué que des préoccupations relatives à la commercialisation et à l'approvisionnement ont été enregistrées puis traitées, mettant en avant l'absence de produits périmés dans les marchés. Pour le lait, l'intervenant a fait remarquer que la production est abondante et que le secteur du Commerce est prêt à prendre en charge les préoccupations du citoyens au cas où il y aurait un manque de ce produit dans n'importe quelle région, appelant les citoyens à signaler toute pénurie, le cas échéant, et à la nécessité d'éviter l'achat excessif des produits de large consommation. Quant aux mesures prises par le ministère du Commerce pour organiser le marché, M. Zebdi a fait savoir que tout le monde a adhéré à l'opération et aux mesures d'amélioration de la situation, notamment avec une coordination à haut niveau, ce qui dénote la volonté politique pour changer les choses. Il a affirmé également que l'organisation du marché concernait tout un chacun et ne relevait pas uniquement de la responsabilité du ministère du Commerce, saluant dans le même contexte les résultats positifs issus de la loi sur la lutte contre la spéculation qui a jugulé ce phénomène d'une manière remarquable. Quant au volet de la lutte contre le gaspillage, l'Organisation mène plusieurs campagnes et accompagne également le ministère du Commerce dans l'opération lancée dans le but de lutter contre le gaspillage, notamment du pain", selon M. Zebdi.

R E.

TLEMCEN

Réception
prochaine de 13
nouveaux
établissements
éducatifs

La wilaya de Tlemcen sera dotée de 13 nouveaux établissements éducatifs au cours de la prochaine rentrée scolaire 2024-2025, a indiqué un communiqué de la cellule de communication des services de la wilaya. "Ces établissements éducatifs sont matérialisés par quatre (4) écoles primaires, quatre (4) CEM et cinq (5) lycées, implantés dans les communes de Remchi, El Hennaya, Mansourah, Marsa Ben M'hidi, Beni Boussaïd, Chetouane, Tlemcen, Maghnia, Ain Fezza et Sidi Abdelli", a précisé la même source. Ces infrastructures éducatives permettront d'alléger la pression et épargner aux élèves des déplacements vers des établissements éducatifs éloignés de leur lieu de résidence pour suivre leurs études, a-t-on souligné. Il est également prévu, lors de la prochaine rentrée scolaire, l'entrée en service de plusieurs structures dont quatre (4) demi-pensionnats au niveau des CEM des communes de Beni Bousaïd, Djebala, Beni Bahdel et Sidi Abdelli, deux demi-pensionnats dans les lycées des communes de Bensekrane et Ghazaouet, trois salles de sports dans les CEM des communes d'El Gor, Ghazaouet et Chetouane ainsi qu'une salle de sports au lycée d'El Gor. Un montant de 710 millions DA a été alloué sur budget de la wilaya, au titre de l'année en cours, pour mener à bien les projets de développement liés au secteur de l'éducation, a-t-on fait savoir. A rappeler que le secteur de l'éducation dans la wilaya de Tlemcen dispose de 531 groupes scolaires, 163 CEM et 62 lycées.

TIMIMOUN

Un programme de 10.000
logements de différentes
formules

Le ministre de l'Habitat, de l'Urbanisme et de la Ville, Mohamed Tarek Belaribi, a annoncé, à Timimoun, un programme de 10.000 logements, toutes formules confondues, au profit de la wilaya.

"Ce nouveau programme d'habitat inscrit au titre de l'année financière 2024, comprend quelque 10.000 unités, toutes formules confondues, dont 1.000 logements publics locatifs (LPL), 100 logements promotionnels aidés (LPA), 6.000 aides à l'habitat rural et 2.500 lots de terrain à bâtir", a affirmé M. Belaribi en marge d'une visite de travail. "Il a été retenu en faveur de cette nouvelle wilaya afin de répondre aux attentes des citoyens en la matière", a-t-il poursuivi. Au cours de sa tournée, le ministre a donné le coup d'envoi des travaux d'aménagement urbain dans la ville de Timimoun, mettant l'accent sur la nécessité de

respecter les délais et la qualité de réalisation. Le parc immobilier de la wilaya de Timimoun compte actuellement près de 2.000 unités de différentes formules en chantier, a indiqué le ministre avant de souligner l'impératif de consommer la totalité des programmes précédents afin de bénéficier de nouveaux quotas. S'agissant du programme de la location-vente "AADL 3", le ministre a révélé que son département ministériel a instruit les walis de dégager les assiettes foncières destinées à accueillir ce programme, signalant que l'opération de souscription sera lancée prochainement. Au cours de cette visite, M. Belaribi a ins-

pecté un projet de réalisation d'un siège de sûreté urbaine ainsi qu'un groupement scolaire type 2, où il a insisté sur l'accompagnement des entreprises réalisatrices locales. Le ministre a, lors de la cérémonie d'inauguration du nouveau siège de l'Organisme national de contrôle technique de la construction (CTC), mis en avant l'importance de la préservation du cachet architectural locale. Au terme de sa visite le ministre de l'Habitat, de l'Urbanisme et de la Ville a procédé à la pose de la première pierre de projets de 25 LPP, 50 LPA et 10 locaux commerciaux.

WILAYAS DU CENTRE

Ouverture de tous les marchés de proximité
programmés pour le Ramadhan

La Direction régionale du commerce et de la promotion des exportations de Blida a affirmé, dimanche, l'ouverture de la totalité des marchés de solidarité de proximité programmés pour le mois de Ramadhan 2024 dans les wilayas du Centre du pays, pour permettre aux citoyens d'acquiescer leurs besoins à des prix compétitifs. « Tous les marchés de solidarité programmés dans les wilayas du Centre, au nombre de 62, ont été ouverts, la wilaya de Bouira a quant à elle vu l'ouverture de 11 marchés sur 12 », a indiqué à l'APS, la directrice régionale du secteur, Samia Ababssa. La

responsable a fait cas de l'ouverture de 12 marchés de proximité à Tizi-Ouzou avec la participation de 399 opérateurs économiques, contre 11 marchés ouverts à Blida avec la participation de 130 opérateurs, 12 à Djelfa, 10 à Médéa, et cinq (5) à Ain Defla. « Ces marchés, ouverts progressivement à quelques jours du début du mois de Ramadhan, sont régulièrement approvisionnés en différents produits de large consommation pour assurer leur disponibilité et éviter toute pénurie », a-t-elle ajouté. Sur un autre plan, Mme Ababssa a souligné la saisie par ses services, depuis le 1er

mars dernier à travers ces wilayas, de plus de cinq(5) tonnes et 145.000 litres de divers produits impropres à la consommation et non conformes aux normes en vigueur, d'une valeur globale estimée à plus de trois (3) millions DA. Au titre des actions de contrôle de la qualité et de répression des fraudes, les directions commerciales des wilayas du Centre ont réalisé 1.848 interventions, ayant abouti au constat de 155 infractions, en plus de la délivrance de 150 PV pour des poursuites judiciaires et la proposition à la fermeture administrative de 11 locaux

commerciaux. Une majorité des infractions constatées, soit 80, sont relatives à l'absence de l'hygiène, suivie de 40 infractions relatives au manque de contrôle des produits, et 11 infractions pour possession et vente de produits impropres à la consommation, entre autres. Au titre du contrôle des pratiques commerciales, la même direction a enregistré 2.575 interventions, ayant donné lieu à la délivrance de 369 PV et 17 décisions de fermeture. La valeur des marchandises non facturées a atteint près de 800.000 DA dans les wilayas du Centre, selon la même source.

SIDI BEL-ABBÉS

Octroi de plus de 30 autorisations
de mise en valeur des terres

Plus de 31 autorisations d'exploitation d'usage pour la mise en valeur des terres ont été attribuées dans la wilaya de Sidi Bel-Abbés, totalisant une superficie globale de plus de 126 hectares, depuis le début de l'année en cours, a-t-on appris de la conservation des forêts. La cellule d'information et de communication de la wilaya a indiqué que cette opération qui entre dans le cadre des efforts consentis par le ministère de l'Agriculture et du Développement

rural et la direction générale des forêts pour la mise en valeur des terres agricoles, touche neuf (9) communes. La commune de Belarbi a eu la part du lion se taillant une superficie globale de 39,44 ha répartie entre 11 bénéficiaires. L'opération d'assainissement des périmètres abandonnés a montré que les bénéficiaires ont failli à leur engagement et les terres seront récupérées et feront l'objet d'une annonce pour leur ouverture à l'investissement à leur niveau, conformément au respect du

cahier des charges, tel que stipulé dans le décret exécutif n 01/87 fixant les conditions et modalités d'autorisation d'exploitation. Le postulant qui souhaite investir dans le domaine de la mise en valeur des terres agricoles doit disposer d'une liste de moyens matériels et humains et respecter l'activité qui lui a été autorisée, matérialisée par la mise en valeur des terres arides par la plantation d'arbres fruitiers résistants et forestiers, de même que la mise en terre de plantes

aromatiques et médicinales, outre la création de pépinières et l'élevage apicole, selon la même source. La porte est ouverte à tout partenaire ou n'importe quelle personne morale et physique qui souhaiterait investir à l'intérieur des périmètres de mise en valeur, sachant que la priorité est accordée aux riverains des forêts et aux jeunes dont l'âge ne dépasse pas 40 ans, a-t-on expliqué.

RÉCHAUFFEMENT CLIMATIQUE

Il est temps de penser à l'adaptation

Huit ans après la COP 21, les émissions de gaz à effet de serre continuent de s'accroître tandis que les records de consommation de gaz, de pétrole et de charbon sont battus année après année. Malgré les efforts importants des pays de l'OCDE, l'Accord de Paris (1,5 degré à 2 degrés en 2100) est devenu inatteignable.

Philippe Charlez (1) et Olivier Babeau (2)

Le scénario 2,7 °C devient le plus probable. L'objectif d'atténuation de nos émissions concentre aujourd'hui 95 % des efforts : dans les années à venir, il nous faut par pragmatisme renforcer nos investissements en faveur de l'adaptation au réchauffement. Contrairement à l'atténuation, qui pour être efficace doit être mondiale (les GES n'ont pas de frontière), l'adaptation est territoriale. Sa mise en œuvre est donc techniquement et politiquement beaucoup plus simple. Un rapport de l'ONU de 2022 montre que notre capacité d'adaptation aux événements météorologiques extrêmes s'est fortement améliorée sur la période 1970-2020. Si des dégâts climatiques se sont modérément accrus, le nombre de victimes s'est lui réduit de façon substantielle. Les premiers sont principalement liés aux inondations et aux tempêtes. Les victimes humaines

sont dues aux sécheresses et aux vagues de chaleur. S'adapter requiert un travail de fond sur l'agriculture, l'aménagement du territoire, la gestion des ressources et des crises majeures. Fortement affectée par le réchauffement climatique, l'agriculture devra s'adapter à la fois dans l'espace (déplacement de cultures, réduction d'autres) et le temps (récoltes anticipées). Ce changement de modèle ne reposera pas que sur les producteurs : il réclamera aussi une mutation profonde des habitudes alimentaires. Il faudra également combattre certaines décisions idéologiques, comme la promotion systémique de l'agriculture biologique, aux rendements parfois catastrophiques, l'interdiction aveugle des herbicides ou encore des nouvelles technologies de sélection variétales permettant des cultures moins gourmandes en eau. Le réchauffement climatique engendrera dans certaines régions une baisse significative de la ressource en eau. Le stress hydrique multi-

pliera les conflits d'usages d'autant que la volonté de réindustrialiser augmentera la demande. Même si les économies individuelles doivent être encouragées, la lutte contre le stress hydrique nécessite une vision globale passant notamment par un grand plan d'amélioration du réseau de distribution d'eau, responsable de 20 % de pertes. L'artificialisation des sols empêchant l'eau de percoler joue un rôle majeur en cas d'inondation et empêche les nappes de se remplir. Elle crée des îlots de chaleur dans les grandes métropoles et empêche toute bio séquestration. La désartificialisation massive des sols urbains devrait être une grande cause nationale. Les vagues de chaleur étant à l'origine de la plupart des décès, notamment chez les personnes âgées, il faudrait encourager la mise en œuvre de climatisation dans les lieux d'hébergement des seniors. C'est à ce prix que l'on sauvera des vies. Quant aux feux de forêt, ils se combattent en conjuguant prévention, détection précoce et intervention

rapide. Les campagnes de prévention, l'amélioration du réseau de bornes incendie dans les régions les plus sensibles ainsi que la généralisation des moyens lourds d'intervention ont permis depuis vingt ans une baisse significative du nombre de feux ainsi qu'une réduction spectaculaire des surfaces brûlées. Réaffirmons enfin une évidence parfois contestée : on n'affrontera pas les changements à venir sans développement économique. Les incendies périméditerranéens de l'été 2023 en sont une preuve tragique : parmi les 40 victimes à déplorer, 36 étaient algériennes. Plus que jamais, la création de richesses est indispensable à la mise en place de politiques efficaces d'atténuation et d'adaptation.

(1) Directeur de l'observatoire Energie Climat de l'Institut Sapiens
(2) Président de l'Institut Sapiens.
SOURCE : Les Échos

ACCORD DE PARIS

A-t-on déjà dépassé 1,5 °C ? Ce que disent les observations récentes

Par Christian de Perthuis (*)

D'après le programme Copernicus, un réchauffement de 1,5 °C a été observé entre février 2022 et janvier 2023. Cela ne signifie pas que le 1,5 °C visé à l'accord de Paris a été dépassé. À son article 2, l'accord de Paris engage la communauté internationale à limiter le réchauffement relativement à l'ère préindustrielle « nettement en dessous de 2 °C » et à « poursuivre l'action » pour atteindre la cible de 1,5 °C. Il n'indique pas explicitement quel indicateur utiliser pour juger où on se situe par rapport à ces objectifs. En janvier, l'Organisation météorologique mondiale (OMM) a estimé que la température moyenne s'est établie en 2023 à 1,45 °C au-dessus de l'ère préindustrielle. Elle annonce que 2024 risque d'être encore plus chaude, en raison de la prolongation de l'épisode El Niño apparu l'été dernier. Un réchauffement de 1,5 °C pourrait être observé pour la première fois sur une année complète. D'après le programme européen Copernicus, c'est déjà le cas en considérant l'année glissante allant de février 2023 à janvier 2024. Du fait de la variabilité à court terme du climat, il serait erroné d'en déduire que le réchauffement planétaire a atteint 1,5 °C. Mais comment sont établis ces indicateurs et comment les utiliser pour juger notre position actuelle au regard des objectifs de l'accord de Paris ?

Comment on observe la température mondiale

L'OMM est une agence des Nations unies, basée à Genève. Elle consolide dans ses bilans annuels les informations issues de 6 organisations qui disposent de systèmes d'observations propres et gèrent des bases de données historiques sur les températures mondiales. Trois sont basées aux États-Unis : l'agence publique NOAA en charge de l'observation des océans et de l'atmosphère, le GISS qui dépend de la NASA et le Berkeley Earth, une association de scientifiques à but non lucratif. Au Japon, la base de données JRA-55 est gérée depuis le service de la météorologie nationale, comme l'est celle de HadCRUT5 du Hadley Center au Royaume-Uni. Enfin, le programme européen Copernicus se charge de la base de données ERA5. Différence de température moyenne globale en °C comparé à la moyenne de 1850-1900. En ordonnée, les degrés Celsius, en abscisse les années. Organisation météorologique mondiale Sur la période récente, la dispersion des estimations de la température moyenne dans le monde est très faible. Elle augmente à mesure que l'on remonte dans le temps. Sur les périodes passées, on disposait en effet de beaucoup moins d'observations et elles n'avaient ni la précision ni la fiabilité de celles fournies aujourd'hui par les satellites. Cela pose la question de la référence his-

torique à prendre en compte pour calculer le réchauffement relativement à l'ère préindustrielle. Le GIEC s'est penché sur cette question dans ses différents rapports d'évaluation. Il préconise de considérer la température moyenne estimée sur la période 1850-1900 comme représentative de celle de la période préindustrielle. En faisant la synthèse des travaux existants, il donne une estimation de la montée du thermomètre entre 1850 et 1900 et la période récente (+0,69 °C entre 1850-1900 et 1986-2005 d'après le 6e rapport). L'OMM reprend ces travaux pour consolider les observations fournies par les 6 centres de recherche et produire l'estimation de référence du niveau de réchauffement atteint chaque année. C'est cette dernière qui apparaît sur le graphique ci-dessous : une hausse moyenne du thermomètre évaluée à 1,45 °C pour l'année 2023, laissant entrevoir la possibilité d'un réchauffement de 1,5 °C en 2024 si l'épisode El Niño ne faiblit pas.

Moyennes infra-annuelles : le 1,5 °C atteint dès 2015 et 2016

En réalité, la cible de 1,5 °C avait été atteinte bien plus tôt, si on se réfère aux données infra-annuelles. D'après celles reportées dans la base du programme Copernicus, les premières journées connaissant un réchauffement de 1,5 °C ont été mesurées pour la première fois en 2015. En novembre 2023, Copernicus a rapporté les premières moyennes journalières au-dessus

de 2 °C. Concernant les moyennes mensuelles, février 2016 a été le premier mois à observer un réchauffement de 1,5 °C relativement à l'ère préindustrielle. L'envolée du thermomètre au cours de ce mois s'expliquait également par un épisode El Niño de forte intensité. En 2023, les moyennes mensuelles ont dépassé 1,5 °C tous les mois à partir de l'été. Il ne viendrait pourtant à l'idée de personne d'affirmer qu'on a atteint le seuil critique de réchauffement de l'accord de Paris en raison de ces dépassements journaliers ou mensuels. Mais qu'en est-il si la cible de 1,5 °C est atteinte pendant une année complète ? Le GIEC rappelle qu'une année avec un réchauffement à 1,5 °C ne signifie pas que la cible correspondante de l'accord de Paris a été atteinte. Il recommande d'utiliser des moyennes pluriannuelles. Dans le sixième rapport du GIEC le diagnostic d'un réchauffement observé de 1,1 °C relativement à l'ère préindustrielle concerne ainsi la décennie 2011-2020. Pour diagnostiquer que la cible de 1,5 °C ou la limite de 2 °C ont été atteintes, le GIEC recommande d'utiliser un indicateur portant sur deux décennies.

Où en sommes-nous en 2024 ?

L'OMM indique qu'à la suite de la température moyenne constatée en 2023, le réchauffement atteint 1,2 °C sur la dernière décennie (2014-2023). En suivant les recommandations du GIEC, il faudra attendre de connaître le réchauffement moyen

de la prochaine décennie (2024-2033) pour pouvoir évaluer l'état du réchauffement actuel. La méthode permet de juger a posteriori de l'atteinte ou du dépassement des cibles de température. Par définition, on ne connaît pas les températures de la prochaine décennie. Mais on peut les estimer à partir des évolutions du passé. Depuis 1970, la courbe d'évolution des températures moyennes suit une tendance très robuste statistiquement : le thermomètre prend 0,2 °C par décennie. Tant que la croissance du stock de gaz à effet de serre dans l'atmosphère n'est pas contenue, il n'y a aucune raison de postuler le ralentissement de cette tendance. Prolongeons donc cette tendance sur les 10 prochaines années. Le réchauffement moyen s'élèvera alors à 1,4 °C sur la prochaine décennie 2024-2033 (1,2 °C + 0,2 °C). On peut donc considérer que nous avons atteint début 2024 un réchauffement moyen de 1,3 °C, à tendance du réchauffement inchangée sur les dix prochaines années. Bien entendu, cela montre surtout que la tendance doit être inversée de toute urgence. Si elle se prolonge sur la décennie suivante, la cible de 1,5 °C sera atteinte vers le milieu de la prochaine décennie, comme cela apparaît sur le graphique. Si elle se poursuivait par la suite, on serait en 2050 à mi-chemin entre la visée de 1,5 °C et la limite de 2 °C. (*) Professeur d'économie, fondateur de la chaire « Économie du climat », Université Paris Dauphine – PSL Source : La Tribune.fr

ARABIE SAOUDITE
L'activité non
pétrolière
représente
désormais 50% du
PIB du Royaume

L'activité économique non pétrolière en Arabie saoudite a atteint 50% du produit intérieur brut du Royaume en 2023, soit le niveau le plus élevé jamais enregistré, a annoncé jeudi le ministère de l'Économie et de la Planification. À prix constants, l'économie non pétrolière a totalisé 453 milliards de dollars (1 dollar = 0,92 euro), portée par une croissance soutenue de l'investissement, de la consommation et des exportations.

Les investissements non gouvernementaux ont enregistré une performance sans précédent au cours des deux dernières années, affichant un taux de croissance de 57% et portant leur valeur en 2023 à un niveau historique de 255 milliards de dollars.

L'essor des secteurs des arts et du divertissement, dont la valeur a plus que doublé entre 2021 et 2022, a été à l'origine de la croissance de l'activité non pétrolière. D'autres secteurs tels que l'hébergement, la restauration, les transports et les services de stockage ont également affiché des taux de croissance solides, atteignant respectivement 77% et 29%.

La croissance des activités non pétrolières au cours de l'année 2023 a été exceptionnelle en termes de diversité de contribution et de dynamique de croissance. Les services sociaux tels que la santé et l'éducation ont enregistré une croissance de 10,8%, suivis par les transports et les communications à 3,7%, et le commerce, les restaurants et les hôtels à 7%.

Les exportations de services réels, notamment les dépenses touristiques, ont enregistré des taux de croissance historiques de 319% au cours des deux dernières années, témoignant de l'impact significatif de la transformation de l'Arabie saoudite en une destination mondiale pour le tourisme et le divertissement, et contribuant ainsi à la diversification économique.

L'augmentation de l'activité économique non pétrolière en proportion du PIB total est un objectif central de la Vision saoudienne 2030, qui vise à créer une économie prospère en diversifiant les sources de croissance au-delà des hydrocarbures.

POUR LA SÉCURITÉ ALIMENTAIRE ET LES INFRASTRUCTURES ROUTIÈRES

La Tunisie obtient un prêt global de 520 millions \$ de la Banque mondiale

Les fonds permettront notamment de soutenir les petits exploitants avec des semences de céréales résistantes aux aléas climatiques, et de développer des infrastructures routières dans les régions enclavées du centre de la Tunisie.

La Banque mondiale a annoncé via communiqué que son Conseil des administrateurs a approuvé 2 prêts d'un montant cumulé de 520 millions USD en faveur de la Tunisie pour aider ce pays d'Afrique du Nord à faire face aux défis de sécurité alimentaire et à résorber les disparités économiques entre ses régions internes, grâce à de meilleures liaisons routières.

Le premier prêt, dont le montant s'élève à 300 millions USD, servira à financer le projet d'urgence pour la sécurité alimentaire qui vise à remédier aux conséquences de 4 années consécutives de sécheresse en Tunisie, dont une saison céréalière difficile en 2023, précise le communiqué.

Depuis son approbation en juin 2022, ce

projet a permis de fournir de l'orge à 126 000 producteurs laitiers et des semences de blé certifiées « climato-intelligentes » à 16 362 petits exploitants agricoles, tout en assurant le maintien de l'approvisionnement en pain grâce à l'importation de 160 099 tonnes de blé tendre.

Le deuxième prêt, d'un montant de 220 millions USD, permettra de financer le projet de corridor de développement économique qui vise à réduire les disparités économiques régionales le long de l'axe Kasserine-Sidi Bouzid-Sfax (Centre). Le financement servira à développer les infrastructures dans ces régions enclavées et défavorisées par rapport à celles situées sur le littoral, avec la construction d'un axe routier de 65 km

et la modernisation de 117 km de routes de desserte.

Il permettra également la capitalisation du Fonds Impact géré par la Caisse tunisienne des dépôts et consignations (CDC), afin d'améliorer l'accès au financement pour les petites et moyennes entreprises (PME) dans les régions ciblées. « Ces deux projets s'inscrivent dans la droite ligne du cadre de partenariat de la Banque mondiale avec la Tunisie pour la période 2023-2027, qui vise à renforcer le capital humain et à accroître les opportunités économiques dans l'ensemble du pays » a commenté le responsable des opérations de la Banque mondiale pour la Tunisie, Alexandre Arrobbio, cité dans le communiqué.

EGYPTE

Le Qatar reprend les négociations pour acquérir la participation de 45% de l'Etat dans Vodafone Egypt

L'Etat égyptien, à travers l'opérateur historique Telecom Egypt, détient une participation de 45 % dans Vodafone Egypt. Le reste de la société est détenue par la société télécoms sud-africaine Vodacom Group. La Qatar Investment Authority (QIA), le fonds souverain qatari, a repris les discussions avec le gouvernement égyptien pour le rachat de la participation de 45 % que détient l'Etat dans Vodafone Egypt, rapporte Daily News Egypt qui cite des sources

proches du dossier. La reprise des négociations intervient après des mesures prises par la Banque centrale égyptienne pour stabiliser le taux de change de la livre égyptienne sur le marché officiel.

C'est en octobre 2022 que la QIA a engagé des pourparlers avec le gouvernement égyptien concernant l'acquisition d'environ 2,5 milliards \$ de participations de l'Etat dans diverses entreprises, y compris Vodafone Egypt. La participation de l'Etat convoitée par le Qatar est dé-

tenue à travers la société télécoms publique Telecom Egypt. La société sud-africaine Vodacom Group détient une participation majoritaire de 55 % dans Vodafone Egypt. Si elle aboutit, cette transaction devrait rapporter des revenus supplémentaires au gouvernement égyptien. L'exécutif s'est engagé en 2023 dans un vaste programme visant à céder des participations de l'Etat dans 32 sociétés opérant dans 18 secteurs distincts afin de collecter environ 5 milliards \$.

En mai 2023, l'exécutif a vendu 10 % d'Egypt Telecom pour 3,7 milliards de livres égyptiennes (76,4 millions \$). Quelques mois plus tard, Le Caire s'est montré ouvert à vendre une participation supplémentaire allant de 10 à 15 % dans l'opérateur historique. L'initiative devrait également permettre de renforcer la position de Vodafone Egypt sur le marché télécoms égyptien où il est en concurrence avec Telecom Egypt, Orange et Etisalat.

POUR SOUTENIR LES TECHNOLOGIES DU FUTUR EN ARABIE SAOUDITE

LEAP24 annonce des investissements de 11.9 milliards \$

Le ministre saoudien des Communications et des Technologies de l'information, Abdullah Alswaha, a annoncé des investissements technologiques d'une valeur de 11.9 milliards de dollars. Ces investissements ont pour objet de soutenir les secteurs des nouvelles technologies, de la "Deep Tech", de l'innovation et de l'informatique en nuage, de développer les compétences numériques saoudiennes, et de stimuler l'investissement dans les start-ups technologiques. Cela contribueront à consolider la position du Royaume en tant que plus

grand marché et économie numérique du Moyen-Orient et de l'Afrique du Nord pour des entreprises technologiques de premier plan. Alswaha a souligné le soutien inébranlable qu'accorde le Prince Mohammed bin Salman bin Abdulaziz Al-Saud, Prince Héritier et Président du Conseil des ministres, aux secteurs technologiques et à l'économie numérique, dans le cadre de la Vision saoudienne 2030.

Selon le communiqué publié, "Amazon Web Services" a annoncé un investissement de 5.3 milliards de dol-

lars dans une nouvelle zone d'informatique en nuage en Arabie Saoudite. "Datavolt" a également annoncé un investissement de 5 milliards de dollars dans des centres de données saoudiens d'une capacité de plus de 300 mégawatts. "IBM" prévoit d'investir 250 millions de dollars dans un centre mondial de développement de logiciels au Royaume. "ServiceNow" investira 500 millions de dollars pour établir son premier centre régional de données en Arabie Saoudite, avec des programmes de formation pour améliorer les compé-

tences et former les talents saoudiens. "Dell" ouvrira un centre de fabrication et d'exécution en Arabie Saoudite, le premier du genre dans la région MENA. "Aramco" a annoncé la création du Laboratoire saoudien d'innovation (SAIL) pour renforcer les capacités numériques de l'Arabie Saoudite, en plus du lancement "aramcoMETA-BRAIN" le premier modèle GenAI de qualité industrielle au monde. En outre, "Uipath" a annoncé la création de sa première académie d'automatisation dans la région pour former les talents saoudiens.

AFRIQUE

Plus des deux tiers des chefs d'entreprise font face à des difficultés de recrutement

L'enquête menée dans 34 pays du continent souligne que les difficultés de recrutement que rencontrent les dirigeants africains sont aggravées par l'inadéquation entre les formations existantes et les attentes et besoins des entreprises.

67% des chefs d'entreprise africains rencontrent des difficultés pour recruter une main d'œuvre qualifiée, selon un rapport publié le mardi 5 mars 2024 par l'Institut Choiseul, un think tank français indépendant dédié à l'analyse des grands enjeux économiques, politiques et sociétaux. Intitulé « Enquête Afrique 2050 : l'Afrique de demain vue par celles et ceux qui la feront », le rapport se base sur une enquête menée durant l'été et l'automne 2023 auprès de 314 dirigeants issus de 34 pays africains (20 pays francophones et 14 pays anglophones) dont l'Algérie, le Cameroun, la Côte d'Ivoire, l'Afrique du Sud, le Nigeria et l'Angola. Élément critique de la compétitivité des économies africaines, les difficultés auxquelles font face les entreprises pour trouver les candidats « adaptés » en termes de qualification et d'expérience professionnelle sont aggravées par l'inadéquation perçue entre les formations existantes et les attentes et besoins des entreprises. Ainsi, 34 % seulement des répondants se déclarent satisfaits de la formation actuellement dispensée dans leur pays alors que 66% estiment que cette formation n'est pas en adéquation avec les besoins de l'économie. Alors que certains dirigeants d'entreprise interrogés ont fait mention de politiques internes à leur structure pour pallier cette situation comme la formation continue et les politiques de rétention de talents, 88% d'entre eux considèrent l'inclusion et la diversification des

profils comme des leviers de compétitivité et d'innovation. Le rapport révèle d'autre part que les dirigeants africains interrogés sont très majoritairement optimistes quant au développement socio-économique du continent durant les décennies à venir. 81% d'entre eux sont ainsi convaincus que la situation socio-économique de leur pays à horizon 2050 sera « favorable », voire « très favorable ». Pour atteindre des conditions économiques les plus favorables possible, les répondants mentionnent certains secteurs comme des locomotives de la croissance, au premier rang desquels figurent l'agrobusiness (63 %) et l'énergie (60 %), suivies du numérique (36 %), de l'industrie manufacturière (32 %), des infrastructures urbaines (25%) et des ressources naturelles (24%).

Les risques politiques et l'insécurité, principales menaces

L'enquête fait cependant ressortir que les perspectives de croissance et de modernisation du continent pourraient être obérées par des facteurs non-économiques, essentiellement sociaux et politiques. Les risques politiques et l'insécurité sont cités comme étant les deux menaces majeures auxquelles est confrontée l'Afrique, pour respectivement 74 % et 50 % des dirigeants interrogés. En dehors de ces obstacles sociaux et politiques, le principal facteur qui im-

pacte négativement les perspectives de développement et de croissance des économies africaines réside dans le manque d'investissement dans les infrastructures. Seuls 18 % des dirigeants interrogés considèrent que les infrastructures, dans leurs secteurs d'activité respectifs, sont suffisantes pour accompagner le développement économique du continent, 82 % étant d'un avis contraire. Pour accélérer la dynamique économique, plusieurs secteurs ont été identifiés comme devant bénéficier en priorité d'un renforcement de leurs infrastructures : l'énergie (60 % des répondants), le transport et la logistique (57 %), ainsi que les infrastructures numériques (44 %). Sur un autre plan, 97 % des chefs d'entreprise sondés considèrent le projet du marché continental commun auquel devrait aboutir la Zone de libre-échange continentale africaine (ZLECAf) comme étant souhaitable. De plus, cette adhésion massive s'accompagne d'une confiance en la faisabilité de l'intégration commerciale régionale, avec 85 % des personnes interrogées qui considèrent ce projet comme réaliste. Dans ce même chapitre, la création d'un grand marché continental est très largement perçue par les dirigeants comme bénéfique (36 %) voire très bénéfique (57 %) à leurs activités économiques ou à celles de leurs pays. Une très faible proportion (7 %) ne voit en cette création potentielle qu'un projet peu bénéfique ou neutre.

MALI

Le faible niveau d'investissement et la hausse de la demande plongent le pays dans une profonde crise électrique

Pour couvrir les besoins du Mali en électricité pour l'année 2024, Énergie du Mali (EDM) estime qu'il faudrait 500 millions de litres de combustibles, pour une valeur de 309 milliards Fcfa (environ 513 millions \$). Alors que le Mali fait face à une grave crise d'électricité, avec des délestages pouvant aller jusqu'à 18 heures par jour, le Directeur général de la compagnie nationale d'électricité EDM-SA, M. Abdoulaye Djibril Diallo, s'est exprimé lors d'un point de presse organisé le 7 mars dernier pour dresser un diagnostic de la situation. Dans des propos relayés par des médias locaux, M. Diallo a expliqué que la crise résulte d'un faible niveau d'investissement dans le secteur accompagné d'une hausse de la demande d'électricité liée à l'évolution démographique dans le pays. Elle, selon le directeur, est également liée à la hausse des prix des hydrocarbures sur le marché international. Le recours au thermique a atteint « 70 % de la production énergétique contre seulement 17 % il y a 20 ans », ce qui représente un coût élevé pour la compagnie nationale. L'organisation américaine International Trade Administration (ITA) indiquait en aout 2022 que la production d'électricité au Mali provient d'un mélange à peu près égal de sources diesel et hydrauliques, représentant une capacité de moins de 700 MW pour une population d'environ 20 millions d'habitants. L'ITA a souligné également que la compagnie d'électricité est mal gérée et est fortement subventionnée par le gouvernement et les banques multinationales régionales. Enfin, la demande d'électricité augmente d'environ 12 % par an, ce qui dépasse de loin l'augmentation de l'offre.

ZIMBABWE

La BAD signe un accord pour une Facilité de garantie des transactions de 15 millions de dollars avec la NMB Bank

La Banque africaine de développement et NMB Bank Limited Zimbabwe (NMB) ont signé un accord portant sur une Facilité de garantie des transactions de financement du commerce de 15 millions de dollars américains, afin de débloquent des opportunités de financement du commerce pour les petites et moyennes entreprises zimbabwéennes et celles opérant dans les chaînes de valeur de l'agro-industrie et de la distribution commerciale. La cérémonie de signature a eu lieu au siège de la banque NMB à Harare. Moono-Mupotola, cheffe du bureau pays de la Banque africaine de développement pour le Zimbabwe et Gerald Gore, directeur général de la NMB Bank, étaient présents. Le Conseil d'administration de la Banque africaine de développement a approuvé le projet en novembre 2023.

La facilité offre une couverture allant jusqu'à 100 % aux banques confirmatrices, atténuant ainsi efficacement les risques de non-paiement liés aux transactions commerciales de NMB Bank, sur la base d'une transaction à la fois. Elle est conçue pour soutenir le commerce entre le Zimbabwe et d'autres pays africains, ainsi qu'avec les marchés étrangers, en réduisant considérablement le risque pour les institutions financières internationales qui s'engagent activement dans des activités de financement du commerce avec des entreprises zimbabwéennes. « La Banque africaine de développement est déterminée à soutenir le développement du secteur privé au Zimbabwe, a déclaré Mme Mupotola. Il s'agit d'une avancée significative dans le soutien à la croissance et à la compétitivité des entreprises zimbabwéennes. En atténuant les risques

et en facilitant l'accès au financement du commerce, nous donnons aux PME et aux entreprises locales les moyens de participer plus activement au commerce régional et international. » Les PME zimbabwéennes rencontrent souvent des difficultés pour accéder au financement du commerce par rapport aux entreprises de plus grande taille. Cette initiative vient directement combler cette lacune, favorisant un environnement des affaires plus dynamique et inclusif au Zimbabwe. Gerald Gore, PDG de NMB Bank, a souligné l'importance de l'accord pour le développement économique du Zimbabwe. « Cette facilité jouera un rôle déterminant en permettant à NMB Bank d'apporter un soutien crucial en matière de financement du commerce à davantage d'entreprises zimbabwéennes. Cela permettra non seu-

lement de débloquent de nouvelles opportunités commerciales, mais contribuera également à la création d'emplois et à la croissance économique », a-t-il souligné. En décembre 2023, le Conseil d'administration de la Banque africaine de développement avait déjà approuvé une ligne de crédit de 20 millions de dollars pour le financement du commerce en faveur de la Central Africa Building Society (CABS). Ce projet s'aligne sur le Document de stratégie pays 2024-2026 de la Banque pour le Zimbabwe, qui donne la priorité au développement du secteur privé. Il s'aligne également sur plusieurs priorités de la Vision 2030 du Zimbabwe, qui vise à transformer le pays en une société prospère et autonome à revenu intermédiaire de la tranche supérieure d'ici 2030.

POINT MARCHÉS

Hausse en vue en Europe avant les décisions des banques centrales

Les principales Bourses européennes sont attendues en légère hausse lundi à l'entame d'une semaine consacrée essentiellement aux banques centrales où la prudence devrait l'emporter alors que de récentes données publiées aux Etats-Unis ont ravivé l'inquiétude sur un éventuel report de l'assouplissement monétaire attendu dans le pays.

D'après les premières indications disponibles, le CAC 40 parisien devrait gagner 0,22% à l'ouverture. Le Dax à Francfort pourrait grignoter 0,09%, tandis que le FTSE 100 à Londres devrait grappiller 0,06%. L'indice EuroStoxx 50 est attendu en progression de 0,02%. Les banques centrales du Japon, des Etats-Unis, du Royaume-Uni, de la Suisse et la Norvège se réunissent cette semaine et une décision est attendue dès mardi pour la Banque du Japon (BoJ) qui pourrait mettre fin à ses taux négatifs dans un contexte de remontée de l'inflation et de hausse des salaires. Aux Etats-Unis, où la Réserve fédérale (Fed) s'emploie au contraire à freiner la demande, la résilience de l'économie et la hausse surprise des prix à la consommation (CPI) et des prix à la production (PPI) ont réveillé les craintes inflationnistes. La banque centrale américaine devrait annoncer mercredi un nouveau statu quo sur ses taux, mais les investisseurs s'attarderont surtout sur les "dot plots", le graphique représentant les estimations de l'évolution du coût du crédit. Goldman Sachs a indiqué lundi anticiper désormais une baisse des taux aux Etats-Unis de seulement 75 points cette année contre 100 points auparavant, tandis que JP Morgan a ramené sa prévision en la matière de

125 points à 75 points. Les annonces de la Fed seront suivies le 21 mars de celles de la Banque d'Angleterre (BoE), qui attend davantage de clarté sur l'évolution des salaires pour amorcer la baisse de ses taux. En zone euro, où la Banque centrale européenne (BCE) s'est réunie au début du mois et a ouvert la voie à une baisse de ses taux en juin, les données définitives sur les prix à la consommation dans le bloc de ce lundi devront confirmer un ralentissement des pressions inflationnistes au risque de décevoir.

A Wall Street

La Bourse de New York a terminé en baisse vendredi, plombée par les grandes valeurs du secteur technologique, un mouvement de consolidation des indices désormais à des niveaux record et une volatilité liée à l'arrivée à échéance d'options et contrats à terme. L'indice Dow Jones a cédé 0,49%, ou 190,89 points, à 38 714,77 points. Le S&P-500, plus large, a perdu 33,06 points ou 0,64%, à 5.117,42 points. Le Nasdaq Composite a reculé de 155,36 points (-0,96%) à 15 973,17 points. Sur la semaine, le Dow Jones décline de 0,02%, le S&P perd 0,13% et le Nasdaq recule de 0,7%. L'action d'Adobe a plongé de plus de 13% après des prévisions de chiffre d'affaires pour le deuxième trimestre infé-

rieures aux attentes.

En Asie

A la Bourse de Tokyo, l'indice Nikkei a rebondi de 2,67% à 39.740,44 points, après avoir perdu la semaine dernière 2,4% en partie sur des prises de bénéfice. Le Topix, plus large, a pris 1,92% à 2.721,99 points. L'indice MSCI regroupant les valeurs d'Asie et du Pacifique (hors Japon) gagne 0,3%, après avoir reflué de 0,7% la semaine dernière. En Chine, le SSE Composite de Shanghai s'est adjugé 0,99% et le CSI 300 a progressé de 0,94%, les indices étant tirés notamment par la production industrielle, qui a progressé plus que prévu sur la période janvier-février, de 7% en rythme annuel, selon les données officielles. Les ventes au détail en Chine ont également augmenté plus qu'attendu, de 5,5% sur un an, au cours de la même période.

Les valeurs à suivre en Europe Changes

Le dollar est pratiquement inchangé (-0,05%) face à un panier de devises de ré-

férence. L'euro avance de 0,06%, à 1,0893 dollar et la livre sterling s'échange à 1,2733 dollar (-0,05%). Le rouble russe se renforce légèrement lundi, de 0,50% à 92,3975, face au dollar américain au lendemain de l'annonce de la réélection sans surprise de Vladimir Poutine, au pouvoir depuis près d'un quart de siècle en Russie, pour un cinquième mandat.

Taux

Le rendement des bons du Trésor américain à dix ans est stable, à 4,3004%, après avoir touché la semaine dernière un plus haut depuis le 22 février à 4,310%. Le rendement du Bund allemand de même échéance, référence pour la zone euro, fait également du surplace, à 2,435%, après une hausse de près de deux points de base vendredi. PÉTROLE Les cours du pétrole continuent de monter après une hausse de 4% la semaine dernière dans un contexte de resserrement de l'offre et de risques géopolitiques accrus. Le Brent prend 0,420% à 85,70 dollars le baril et le brut léger américain (West Texas Intermediate, WTI) 0,48% à 81,43 dollars.

BOURSE

Logitech chute avec l'annonce du départ de son directeur financier

Charles Boynton occupait le poste de directeur financier au sein de Logitech depuis un an et demi, tandis que la nouvelle directrice du groupe, Hanneke Faber, est en place depuis seulement six mois. Logitech recule fortement en Bourse lundi en matinée après l'annonce par le fabricant d'équipement informatique du départ en mai de son directeur financier, Charles Boynton.

A la Bourse de Zurich, vers 09h10 GMT, le titre Logitech chute de 7,31% à 78,08 francs suisses, plus forte baisse de l'indice (-0,59%) et du Stoxx 600 paneuropéen (+0,07%). Pour les analystes de la banque Vontobel, l'annonce de Logitech était inattendue et le départ de Charles Boynton tombe à la date prévue de l'actualisation de la stratégie à long terme du groupe suisse.

Logitech a précisé que Charles Boynton quittait le groupe pour une nouvelle opportunité de carrière et que le nom de son successeur serait communiqué ultérieurement. Logitech a annoncé en janvier viser un retour "progressif" à la croissance de ses ventes après avoir fait état d'une baisse sur les trimestres précédents.

Tokyo finit en hausse de 2,67%

La Bourse de Tokyo a fini en hausse lundi, les investisseurs s'attendant à davantage de changements dans la politique de la Banque du Japon (BOJ) prévu pour mardi. L'indice Nikkei .N225 a gagné 2,67% à 39.740,44 points. Tandis que le Topix .TOPX, plus large, a pris 1,92% à 2.721,99 points.

CAC 40 : L'élan haussier va dépendre de la Fed

La Bourse de Paris devrait poursuivre sa série haussière lundi à l'entame d'une semaine qui va être rythmée par les réunions de politique monétaire de plusieurs grandes banques centrales, dont celle de la Fed. Vers 8h15, le contrat à terme sur l'indice CAC 40 - qui a désormais basculé sur l'échéance avril - progresse de 25,5 points à 8211 points, laissant entrevoir un gain de l'ordre de 0,3% à l'ouverture. Les investisseurs ne semblent toutefois pas trop pressés de s'engager avant la réunion de la Réserve fédérale américaine, qui débutera demain pour deux jours de débats. S'ils s'attendent largement à un nouveau 'statu quo' de la part de la Fed, les marchés

seront, comme toujours, à l'affût de la moindre indication révélatrice sur le calendrier des baisses de taux d'intérêt à venir. Bon nombre d'analystes estiment que la banque centrale pourrait réviser à la hausse ses perspectives en matière de croissance économique et d'inflation, signifiant par là qu'il n'y a toujours pas d'urgence à réduire les taux. 'Si le marché en vient à s'attendre à moins de baisses de taux, ou si des hausses commencent à être intégrées (un risque très faible à notre avis), les cours des actifs risqués subiraient un réajustement prononcé', prévient Nanette Hechler-Fayd'herbe, stratège chez Lombard Odier. Outre la Fed, la Banque d'Angleterre (BoE) et

la Banque Nationale Suisse (BNS) se réuniront aussi cette semaine, et là encore aucun changement sur les taux n'est attendu pour ces deux banques centrales. La surprise pourrait venir de la Banque du Japon (BoJ), à qui des rumeurs de marchés prêtent l'intention de normaliser sa politique monétaire en remontant le loyer de l'argent et en mettant fin aux taux négatifs. A l'instar des autres places européennes, le marché parisien a signé une série haussière inédite ces trois derniers mois, une dynamique qui lui a permis de grimper encore de 1,7% la semaine passée et d'établir de nouveaux plus hauts historiques. Une euphorie qui fait dire aux analystes de Robeco que les actions de la zone euro 'dé-

fient la gravité' malgré un climat économique de 'stagnation' mais 'de plein emploi'. Dans ce contexte, les investisseurs seront particulièrement attentifs, jeudi, à la publication des indices PMI préliminaires des grandes économies du Vieux Continent. 'Du point de vue du cycle économique, une reprise naissante du cycle manufacturier mondial pourrait particulièrement profiter à l'Europe et générer de la valeur', reconnaît le stratège Peter van der Welle. Robeco note toutefois que les marchés d'actions européens semblent avoir d'ores et déjà intégré une reprise complète de l'industrie manufacturière, qui n'a pas encore eu lieu et qui pourrait très bien ne pas se produire.

COTATION COMMERCIALE D'OUVERTURE DU DINAR ALGERIEN

Cours du : 18 Mars 2024
Valeur : 20 Mars 2024

BASE	DEVISES			COURS ACHAT	COURS VENTE
1	USD	US DOLLAR		134.4081	134.4231
1	EUR	EURO		146.3704	146.4405
1	GBP	POUND STERLING		171.2205	171.3269
100	JPY	JAPANESE YEN		90.1100	90.1261
1	CNY	CHINESE YUAN		18.6727	18.6753
1	CHF	SWISS FRANC		152.0798	152.1828
1	CAD	CANADIAN DOLLAR		99.3849	99.4254
1	DKK	DANISH KRONE		19.6377	19.6416
1	SEK	SWEDISH KRONA		12.9832	12.9876
1	NOK	NORWEGIAN KRONE		12.6884	12.6932
1	AED	UAE DIRHAM		36.5965	36.6106
1	SAR	SAUDI RIYAL		35.8383	35.8442
1	KWD	KUWAITI DINAR		436.9574	437.7177
1	TND	TUNISIAN DINAR		43.0625	43.4953
1	MAD	MOROCCAN DIRHAM		13.3731	13.3746
1	LYD	LIBYAN DINAR		27.8157	27.9582
1	MRU	MAURITANIAN OUGUIYA		3.5389	3.5393
1	SDR	SPEC. DRA. RIGHTS		178.9845	178.9845

CHINE

L'économie chinoise débute 2024 de façon contrastée

La reprise économique bute sur une conjoncture incertaine qui grippe les dépenses des ménages, tandis qu'une crise immobilière et un fort chômage des jeunes pèsent sur le pouvoir d'achat.

L'économie chinoise a connu un début 2024 mitigé avec une consommation des ménages poussive mais une accélération des investissements et de l'activité dans les usines, selon des chiffres officiels publiés lundi, reflet d'une reprise inégale. La reprise économique tant espérée fin 2022 à la sortie du Covid a été brève et moins robuste qu'escompté. Elle bute désormais sur une conjoncture incertaine qui grippe les dépenses des ménages, tandis qu'une crise immobilière et un fort chômage des jeunes pèsent sur le pouvoir d'achat.

Accélération de la production industrielle

En janvier-février cumulés, les ventes au détail, principal indicateur de la consommation des ménages, ont néanmoins progressé de 5,5% sur un an, a indiqué le Bureau national des statistiques (BNS). Mais il s'agit d'un tassement par rapport à décembre (+7,4%) et d'une performance moins bonne qu'anticipé par des analystes

sondés par Bloomberg (5,6%). Ce ralentissement survient après les vacances du Nouvel An lunaire en février, synonyme de retrouvailles familiales et équivalent en Chine du Noël fêté en Occident, qui occasionne généralement un pic d'achats dans les semaines qui la précèdent. La production industrielle a en revanche accéléré en janvier-février (+7% sur un an), contre +6,8% en décembre, et à un rythme supérieur aux anticipations de Bloomberg (+5,2%). La Chine publie habituellement des données cumulées pour janvier et février en raison des longs congés du Nouvel An lunaire qui tombent à des dates variables durant les deux premiers mois de l'année.

Légère hausse du taux de chômage

Pour sa part, l'investissement en capital fixe s'affiche en hausse sur les deux premiers mois de l'année (+4,2%). Il s'agit d'un indicateur des dépenses consacrées à l'immobilier, aux infrastructures, aux équi-

pements ou encore aux machines, des secteurs dans lesquels le gouvernement tente de stimuler l'activité. Les investissements spécifiques pour l'immobilier sont en revanche en repli de 9% sur un an, selon le BNS. Ce secteur-clé de l'économie est sous pression, avec certains promoteurs au bord de la faillite et des prix en chute qui dissuadent les Chinois d'investir dans la pierre, le tout sur fond de ralentissement économique. Le taux de chômage, calculé pour les seules zones urbaines, a cependant légèrement augmenté en janvier-février pour s'établir à 5,3% (+0,1 point par rapport à décembre). Il était de 14,6% chez les 16-24 ans, selon un nouveau critère qui exclut désormais les étudiants, après un niveau record sur cette tranche en mai. La Chine a fixé pour sa croissance économique un objectif de 5% cette année, l'un des taux les plus faibles depuis des décennies pour le pays. La deuxième économie mondiale est sortie en février de déflation pour la première fois en six mois.

ARGENTINE

Le gouvernement décrète une augmentation de 30% du salaire minimum

Le gouvernement du nouveau président argentin Javier Milei a augmenté par décret le salaire minimum de 30%. Le gouvernement argentin du président Milei a décidé d'augmenter de 30% le salaire minimum, a indiqué un porte-parole de la présidence, alors que l'inflation dépasse actuellement les 250% par an et que de plus en plus d'Argentins vivent dans la pauvreté. Face à l'échec des négociations sur le salaire minimum entamées entre le gouvernement, les chambres de commerce et les syndicats, la présidence a décidé de porter en février le salaire minimum à 180.000 pesos (204 dollars), puis en mars à plus de 202.000 pesos (230 dollars), soit une augmentation totale de 30%. Selon une étude publiée ce week-end par l'Observatoire de la dette sociale de l'Université catholique d'Argentine (UCA), 57% de la population vit sous le seuil de pauvreté, soit le chiffre le plus élevé depuis l'établissement de cette mesure privée, il y a 22 ans.

AUSTRALIE

Uber condamné à verser plus de 270 millions de dollars de compensation aux taxis

Plus de 8.000 conducteurs de taxis et propriétaires de voitures de location avaient intenté un recours collectif contre la plateforme, déplorant d'importantes pertes de revenus depuis son arrivée sur le marché australien en 2012. Uber a été condamné à verser 271,8 millions de dollars australiens (164 millions d'euros) de compensation aux taxis australiens pour des pertes de revenus, ont annoncé leurs avocats ce lundi 18 mars après cinq ans de bataille juridique.

Un recours collectif a débouché sur le cinquième dédommagement le plus important en Australie pour ce type de procédure, a souligné Michael Donelly, directeur du cabinet d'avocats Maurice Blackburn Lawyers, qui représentait plus de 8.000 conducteurs de taxis et propriétaires de voitures de location. "Uber s'est battu bec et ongles à chaque étape, chaque jour, pendant les cinq années qu'a duré ce procès, essayant à chaque fois de refuser aux membres de notre groupe toute forme de recours ou de compensation pour leurs

pertes", a déclaré Michael Donelly. "Après des années de refus (...) Uber a cédé", a-t-il ajouté, saluant la façon dont "des milliers d'Australiens ordinaires se sont unis pour faire face à un géant mondial".

"Uber est désormais réglementé dans chaque État et territoire d'Australie"

Selon les avocats, Uber s'est livré à "toute une série d'agissements choquants" lors de son lancement dans le pays, notamment en utili-

sant "des voitures sans licence avec des chauffeurs non accrédités". Le principal plaignant, Nick Andrianakis, a indiqué aux médias locaux avoir été contraint de fermer son entreprise de taxis après 40 ans d'activité lorsqu'Uber s'est lancé. "J'ai perdu ma passion pour le travail (...) et j'ai perdu mon revenu qui permettait à ma famille de manger", a-t-il déclaré. La plateforme américaine de réservation de véhicules avec chauffeur (VTC), qui affiche une valorisation en Bourse de quelque 157 milliards

de dollars américains, n'a pas souhaité commenter le montant des dédommagements. "Lorsqu'Uber a démarré il y a plus de dix ans, il n'existait aucune réglementation sur le covoiturage dans le monde, et encore moins en Australie", a indiqué le groupe. "Aujourd'hui, c'est différent, Uber est désormais réglementé dans chaque État et territoire d'Australie, et les gouvernements nous reconnaissent comme un élément important de l'offre transports du pays".

MEXIQUE

La banque centrale pourrait réduire son taux d'intérêt à 9,75 % d'ici la fin de l'année 2024

Un analyste de J.P. Morgan a déclaré jeudi qu'il pensait que la banque centrale du Mexique réduirait son taux d'intérêt de référence de 150 points de base au cours de l'année prochaine, alors que l'inflation continue de baisser par rapport au pic de 20 ans atteint l'année dernière. La Banque du Mexique, ou Banxico, a maintenu son taux d'intérêt record de 11,25 % depuis mars, mais a récemment indiqué qu'en fonction des données d'inflation à venir, elle pourrait discuter d'une réduction des taux d'ici le début de l'année prochaine. Gabriel Lozano, économiste en chef de

J.P. Morgan pour le Mexique et l'Amérique centrale, a déclaré aux journalistes que la société de courtage s'attendait à des réductions en mars et en mai, suivies d'une pause, puis de nouvelles réductions au cours du troisième trimestre pour ramener le taux à 9,75 % d'ici la fin de l'année prochaine. L'inflation annualisée, a-t-il ajouté, terminera probablement l'année à un niveau proche des 4,32 % actuels, après avoir atteint 8,7 % l'année dernière. D'ici à la fin de 2024, J.P. Morgan s'attend à ce que l'inflation atteigne 4 %, ce qui correspond à la li-

mite supérieure de la fourchette cible de Banxico. La croissance économique du Mexique pourrait également ralentir l'année prochaine en raison de la perte de vitesse de son principal partenaire commercial, les États-Unis, et de la baisse des dépenses publiques mexicaines une fois que les projets d'infrastructure clés auront été achevés avant la fin du mandat du gouvernement actuel en septembre, a-t-il ajouté. J.P. Morgan prévoit que le produit intérieur brut (PIB) de la deuxième économie d'Amérique latine augmentera de 3,5 % cette année, avant de ralentir à 2,7 % en 2024 et à environ 1,4 % en

2025. Le peso mexicain, qui a enregistré cette année l'une des meilleures performances mondiales par rapport au dollar américain, pourrait terminer l'année en hausse d'environ 10 %, ce qui constituerait sa plus forte progression annuelle depuis le début des relevés du LSEG en 1989. Le peso pourrait, dans les mois à venir, s'affaiblir légèrement par rapport à son niveau actuel de 17,42 pour un dollar, car la banque centrale met en œuvre des réductions de taux, a déclaré M. Lozano, pour converger vers 18 pesos pour un dollar d'ici à la fin de l'année 2024.

VOLVO S80 D'OCCASION

Une routière luxueuse à prix d'enfer



Ligne discrètement élégante, intérieur superbe, moteurs suffisamment puissants, cette Volvo S80 est un concentré de bon goût selon Volvo. Ses cotes sont basses, profitez-en. Quand on pense berline luxueuse en occasion, on pense la plupart du temps aux marques allemandes. Mais c'est oublier, par exemple, Volvo, dont les productions moins répandues et très souvent moins cotées, n'ont aucun mal à rivaliser avec celles de nos voisins d'outre-Rhin. C'est exactement le cas de la Volvo S80 de seconde génération, vendue entre 2006 et 2016. Longue de 4,85 m, la familiale suédoise n'a pas été un carton commercial, il faut l'avouer. Du coup, les exemplaires en occasion ne sont pas légion. Mais si vous êtes amateurs de l'automobile suédoise, cette familiale à malle saura faire votre bonheur. Car, pour commencer, ses prix sont devenus dérisoires. On trouve en effet les premiers exemplaires en bon état sous la barre des 10 000 €. Certes, les kilomètres sont élevés, mais la plupart des moteurs sont robustes et il ne faut donc pas craindre le compteur. Et puis rappelons qu'à sa sortie, cette élégante berline s'échangeait contre un chèque qui dépassait souvent les 50 000 €. En tout cas, à moins de 10 000 €, la S80 brille encore par sa qualité de fabrication et l'aspect chaleureux de son habitacle. Couleurs et matières étaient de bonne facture et ont donc bien vieilli, même s'il faut se replacer dans une époque où les boutons étaient présents en nombre sur la planche de bord. Côté conduite, le confort reste la priorité de la S80, au détriment de la précision et de l'agilité du châssis, qui a tendance à sous-virer. Ce dernier a même quelques difficultés à absorber la puissance des moteurs les plus étoffés, ce qui n'empêche pas cette Volvo d'être une alternative crédible aux allemandes. Et puis c'est encore l'occasion d'accéder à des mécaniques de grosses cylindrées, même s'il faut alors bien garder à l'esprit le budget d'entretien à l'avenant.

La fiabilité de la Volvo S80

La grande Volvo n'a pas connu de problème mécanique récurrent

- lors de sa carrière
- Électronique : Certains modèles, équipés du démarrage sans clé, ont connu des dysfonctionnements de certains équipements (essuie-glace, alarmes diverses, phares...)
- Boîte de vitesses automatique : Une reprogrammation peut être nécessaire (modèles de 2011 à 2013)

SUV Volkswagen T-Cross (restylé) : lequel choisir ?

Le Volkswagen T-Cross vient de bénéficier d'un restylage. Au menu de ce lifting on trouve, des améliorations au niveau de l'habitacle avec une meilleure qualité perçue. Dans ce guide d'achat, on vous dit tout sur les modifications apportées à ce modèle et l'on vous fait découvrir quel est le meilleur couple motorisation-finition pour ce Volkswagen T-Cross restylé.

Le Volkswagen T-Cross est un petit SUV qui reprend la base de la Volkswagen Polo. Il vient de bénéficier d'un lifting afin de gommer une partie de ses défauts. Le principal concernait la qualité perçue de l'habitacle et Volkswagen a fait le nécessaire pour améliorer ce point. Le Volkswagen T-cross dispose désormais d'une belle casquette en plastique moussé au-dessus de l'instrumentation (qui est numérique en 8 ou 10,25 pouces selon la finition), tandis que l'écran central (8 pouces ou 9,2 pouces en option sur les finitions haut de gamme) n'est plus incorporé au tableau de bord, il est désormais « flottant » comme sur un VW T-Roc, le système multimédia est de nouvelle génération et se montre plus réactif et plus complet. À partir du deuxième niveau de finition, le Volkswagen T-Cross se dote de curseurs tactiles pour régler la température et la climatisation automatique bi-zone. Même s'il reste des plastiques durs, les matériaux employés sont plus valorisants et flattent plus l'œil que par le passé.

Lorsque l'on regarde ce modèle restylé, on se rend compte que les retouches sont limitées, mais visibles. Les projecteurs adoptent des LED à partir du premier niveau de finition (Life) et peuvent même être matriciels avec les finitions les plus huppées, Style et R-Line. Celles-ci reçoivent également un bandeau lumineux dans la calandre, alors que les deux premières finitions (Life et Life Plus) se contentent d'un jonc chromé. On note aussi que dans le bouclier avant, la grande prise d'air centrale a été agrandie et les prises d'air latérales sont désormais séparées et triangulaires. Sur les finitions hautes, ces prises d'air latérales adoptent des feux de jours verticaux à la façon du Volkswagen T-Roc. Il n'y a pas de changement en ce qui concerne les flancs du véhicule tandis qu'à l'arrière, les feux arrière adoptent une nouvelle signature lumineuse en forme de croix (cross en anglais) et le bandeau rouge entre les feux est désormais lumineux (il était en trompe-l'œil auparavant). Enfin, trois nouvelles teintes (jaune raisin uni, bleu clair métallisé et rouge roi métallisé) font leur apparition. En ce qui concerne les aspects pratiques de ce modèle, ils sont inchangés. Si le Volkswagen T-Cross avec sa taille réduite (4,14 m de long) ne fait pas partie des SUV citadins les plus grands, il peut s'enorgueillir de disposer d'une banquette coulissante (avec dossiers inclinables). Cela permet de disposer de plus d'espace pour les jambes si on la recule au maximum ou de pouvoir faire varier le volume de coffre



de 385 à 445 litres. De plus, de série il adopte un dossier de siège passager rabattable à plat ce qui permet de transporter des objets longs. Il est bon de noter que le coffre dispose d'un double fond et qu'il est possible en option de disposer d'une roue de secours galette (de série avec la finition Life Plus). Sous le capot, le choix se limitera à des moteurs essence avec système Start-Stop, il n'y a pas d'hybridation même légère. On trouve donc le trois cylindres 1.0 TSI en 95 ch et 115 ch, le premier est associé à une boîte manuelle à cinq rapports, tandis que le second est associé à une boîte séquentielle à double embrayage DSG7. Cette dernière équipe aussi le moteur le plus puissant, un quatre cylindres 1.5 TSI de 150 ch. Malgré l'absence d'hybridation, ces moteurs affichent des rejets de CO2 limités, mais écotent tout de même d'un malus compris entre 260 et 540 €. Sur la route, le Volkswagen T-Cross est plutôt typé confort que sportivité, et cela avec toutes les motorisations. Avec son petit gabarit, il est à l'aise en ville, mais ne se trouve pas dépourvu lorsqu'il faut envisager de longs parcours sur autoroute. Cependant le manque de dynamisme du châssis et son centre de gravité relevé n'incitent pas à la conduite sportive, on appréciera mieux ce modèle en usant d'une conduite souple et apaisée. Si le véhicule se montre très sécurisant et disposant de nombreuses aides à la conduite dont le Travel Assist de série capable de gérer la conduite de façon semi-autonome en contrôlant le suivi de file mais aussi la vitesse, il faut néanmoins composer avec une

suspension un peu ferme, des tressautements sur les imperfections de la chaussée avec les roues de 18 pouces (en option avec finitions Style et R-Line). Disponible en quatre finitions (Life, Life Plus, Style et R-Line) le Volkswagen T-Cross restylé affiche des tarifs élevés, de 25 790 € en entrée de gamme avec le bloc de 95 ch à 34 210 € avec le moteur de 150 ch associé à la finition R-Line. Cette dernière finition affiche plus de sportivité, par rapport aux Life, Life Plus et Style plus « baroudeuses ». Enfin si le Volkswagen T-Cross vient d'arriver, n'oubliez pas lors de l'achat de demander une petite ristourne, il est possible d'obtenir une réduction ou bénéficier d'options gratuites, c'est à vous d'être un bon négociateur.

Le Volkswagen T-Cross restylé en dix points

- Crossover citadin
- Première génération lancée en 2019, restylage en 2023
- Cinq portes, cinq places
- Dimensions (L x l x h en mètres) : 4,14 x 1,76 x 1,58
- Volume de coffre mini : 385 litres, 455 litres banquette avancée
- Volume de coffre maxi : 1 281 litres
- Moteurs essence : 1.0 TSI de 95 ch, 1.0 TSI de 115 ch et 1.5 TSI de 150 ch
- Pas de moteur diesel
- Boîte manuelle à cinq rapports avec le 1.0 TSI de 95 ch, boîte auto séquentielle à double embrayage DSG7 avec les blocs 1.0 TSI de 115 ch et 1.5 TSI de 150 ch
- Tarif à partir de 25 790 €

Range Rover électrique : dans l'attente d'une commercialisation

À la fin de l'année dernière, Range Rover a ouvert une liste d'attente pour ses clients désireux d'acheter le premier Range Rover électrique. Ce nouveau modèle sur batterie devrait être présenté en 2024 pour une commercialisation en 2025. Mais un autre modèle électrique de chez Range Rover photographié par nos chasseurs de scoop est en préparation. Mais de quel modèle s'agit-il ?

Mais tout d'abord un petit retour en arrière est nécessaire. En juin 2023, Jaguar Land Rover est devenu JLR. Au passage, Range Rover, Defender et Discovery sont devenus des marques et viennent se positionner au côté de la marque Jaguar chez JLR. Land Rover devenant une sorte de blason historique qui ornera les modèles tout-terrain du groupe anglais (propriété de l'Indien Tata) mais qui ne sera plus considérée comme une marque à part entière. Toutes les marques de JLR annoncent vouloir produire des véhicules élec-

triques et Range Rover a même indiqué en décembre 2023 que pour son premier modèle électrique, les futurs clients pouvaient s'inscrire sur une liste d'attente, qu'ils découvriraient ce modèle en 2024 et que les livraisons débuteraient en 2025. Range Rover en a d'ailleurs profité pour dévoiler quelques détails de ce nouveau modèle 100 % électrique. Mais ce modèle ne sera pas le seul, puisque d'ores et déjà plusieurs modèles électriques sont prévus chez JLR. En plus du Range Rover électrique, il y aura aussi une GT quatre portes chez Jaguar et les marques Discovery et Defender auront aussi un modèle électrique dans leur gamme avant que l'ensemble des marques ne passe au tout électrique après 2035. Alors que l'on attend le premier Range Rover électrique, nos chasseurs de scoop ont découvert ce qui semble un autre modèle de chez Range Rover et qui avec sa ligne basse, ses feux arrière horizontaux et son empattement long pourrait être,



selon nos chasseurs de scoop, le futur Range Rover Velar électrique. Mais il se pourrait aussi bien que ce soit le futur Range Rover Sport électrique. Car après toutes les annonces de JLR, l'entité Land Rover a changé un peu de feuille de route et avant de se rallier au tout électrique veut aussi s'appuyer sur des modèles hybrides rechargeables qui se

vendent bien. Et si les modèles électriques Range Rover, Range Rover Sport, Range Rover Evoque et Discovery Sport sont des projets en phase de finalisation, les futurs BEV Range Rover Velar et Land Rover Defender (pardon Defender selon la nouvelle appellation), seraient reportés. Que ce soit le Range Rover Sport électrique ou le Range Rover Velar électrique, ce modèle surpris en Suède n'en serait qu'au début de ses essais de mise au point et sa commercialisation pourrait n'avoir lieu qu'en 2026. On sait que le futur Range Rover électrique est basé sur la plateforme MLA (pour architecture modulaire longitudinale) qu'utilisent déjà les versions thermiques des Range Rover et Range Rover Sport. Une nouvelle plateforme EMA (Electrified Modular Architecture) spécialement prévue pour les modèles électriques devrait équiper les futurs modèles BEV de chez JLR et conviendra parfaitement aux futurs Range Rover Evoque et Discovery Sport.

DOTÉ DES DERNIÈRES FONCTIONS COMPATIBLES IA

LG Gram Pro bénéficie d'un design ultra-mince et léger

Les ordinateurs portables LG Gram 2024 offrent des capacités d'IA hautes performances
Et une connectivité innovante via l'application « LG Gram Link »

LG Electronics (LG) étend sa série LG gram en 2024, offrant aux consommateurs une plus large sélection de choix convaincants, y compris le nouveau LG gram Pro. Mélange parfait de puissance et de portabilité, les ordinateurs portables ultralégers de la série LG Gram combinent des spécifications haut de gamme avec des conceptions exceptionnellement fines mais durables et une autonomie d'une journée. Tous les modèles 2024 sont dotés des dernières fonctions compatibles IA sur l'application LG gram Link, simplifiant les tâches telles que le partage de fichiers, le partage de photos et la mise en miroir d'écran sur les appareils LG gram, Android et iOS.

LG gram Pro et LG gram Pro 2-en-1

Les meilleurs ordinateurs portables LG Gram Pro de leur catégorie (modèles 16Z90SP et 17Z90SP) sont équipés d'un processeur Intel® Core™ Ultra à architecture hybride, d'un SSD NVMePCIe 4.0 et d'une carte graphique NVIDIA GeForce RTX 3050. 1 Les nouveaux ordinateurs portables LG Gram Pro sont également équipés d'Intel® AI Boost, l'unité de traitement neuronal (NPU) d'Intel qui peut gérer les charges de travail d'IA même sans connexion réseau. De plus, les nouveaux LG Gram incluent l'application LG Gram Link qui améliore la compatibilité, qui facilite le partage de fichiers, les transferts de photos et la mise en miroir d'écran sans effort entre LG Gram (Windows) et les appareils Android ou iOS. 2 L'application dispose également d'une fonction d'IA intégrée qui catégorise intelligemment les photos stockées sur Gram et simplifie la recherche d'images grâce à l'identification par mot clé. Renforçant la compatibilité et l'expérience globale de LG Gram, LG Gram Link crée un écosystème interconnecté d'appareils, tels que des smartphones et des tablettes fonctionnant avec le clavier et la souris de LG Gram, offrant aux utilisateurs une connectivité et une évolutivité



améliorées. Les nouveaux modèles LG Gram Pro disposent d'un double système de refroidissement. La puissance de refroidissement supplémentaire permet aux nouveaux ordinateurs portables de fonctionner de manière optimale, même lorsqu'ils utilisent des logiciels exigeants tels que des suites de montage vidéo et des outils de création d'images IA. Avec leur design ultra fin et ultra léger, les LG gram Pro 16 et 17 pouces offrent une portabilité exceptionnelle, un style élégant et des performances haut de gamme, ce qui les rend idéaux pour les professionnels en déplacement ou pour toute personne recherchant un appareil haut de gamme. Solution informatique en déplacement. Les ordinateurs portables LG Gram Pro offrent une qualité d'image époustouflante avec des couleurs et un contraste superbe, offrant une couverture à 100 % de l'espace colorimétrique DCI-P3. Les

deux modèles sont équipés d'un écran IPS à résolution Wide Quad XGA (WQXGA / 2 560 x 1 600), tandis que le LG gram Pro de 16 pouces est également disponible avec un écran OLED de résolution WQXGA+ (2 880 x 1 800). Pour une connectivité pratique, chaque modèle intègre une variété de ports, notamment Thunderbolt 4, USB Type-C, USB Type-A et HDMI. Le LG gram Pro 2-en-1 (modèle 16T90SP) a remporté un prix de l'innovation au CES 2024 et a récemment été répertorié dans le GUINNESS WORLD RECORDS™ comme l'ordinateur portable 2-en-1 de 16 pouces le plus léger. Cet ordinateur portable polyvalent et « convertible » est également doté d'un écran OLED de résolution WQXGA+. 4 Il présente un design incroyablement fin et ultraléger, mesurant seulement 12,4 millimètres d'épaisseur et ne pesant que 1 399 grammes, ce qui le rend facile à trans-

porter et idéal à des fins de productivité et de divertissement. La charnière réglable à 360 degrés, le design du cadre super fin à 4 directions, l'écran tactile réactif et le stylet rechargeable sans fil offrent aux utilisateurs une flexibilité exceptionnelle et une expérience utilisateur améliorée.

Gram LG 2024

LG présente également les nouveaux ordinateurs portables LG Gram 17, 16, 15 et 14 (modèles 17Z90S, 16Z90S, 15Z90S et 14Z90S) pour 2024. Dotés d'un design fin et ultra-léger et d'une batterie longue durée, les LG Gram sont parfaits pour les voyageurs d'affaires. et des fonceurs occupés. Tous les modèles LG Gram 2024 sont dotés de processeurs Intel® Core™ Ultra, de SSD NVMePCIe 4.0 et de panneaux IPS haute luminosité avec revêtement antireflet. Les modèles LG Gram 17 et Gram 16 sont dotés d'écrans de résolution WQXGA et de grandes tailles d'écran, ce qui les rend adaptés à la fois au travail et à la consommation multimédia. Les modèles plus petits de 15 et 14 pouces offrent une transportabilité suprême et une expérience utilisateur tout aussi satisfaisante. Tous les modèles de la famille LG Gram 2024 sont équipés d'une webcam Full HD (1 920 x 1 080) intégrée pour les appels vidéo et les conférences. Ils sont également livrés avec une variété de logiciels conviviaux, tels que LG Glance de Mirametrix pour améliorer la sécurité et la confidentialité, ainsi que le nouveau LG gram Link. « La série LG gram Pro présente une nouvelle gamme de produits passionnante combinant un design ultra-mince et des performances puissantes », a déclaré YS Lee, vice-président et chef de l'unité commerciale informatique de LG Electronics Business Solutions Company. "Nous continuerons d'élargir la série LG Gram, en proposant des appareils portables de haute qualité qui offrent une expérience utilisateur haut de gamme."

ŒIL POUR ŒIL, DENT POUR DENT :

La CIA a elle aussi financé des fermes à trolls pour déstabiliser la Chine

Les méthodes employées par la Chine et la Russie pour déstabiliser les démocraties occidentales font des émules. Pour preuve, même les États-Unis s'en inspirent. On le sait désormais très bien, Internet n'est plus un bac à sable tranquille où l'on ne fait que s'échanger des vidéos amusantes et des articles de Clubic.com. Ce réseau est devenu l'une des artères les plus importantes de notre société, connectant non seulement la majorité des individus, mais également de nombreuses infrastructures critiques entre elles. Il n'est donc pas surprenant que des gouvernements y consacrent des ressources de plus en plus importantes, tant à des fins défensives qu'offensives. Et, à ce petit jeu, tous les coups sont permis de part et d'autre du Pacifique.

Rendre la Chine encore plus paranoïaque

Et si la CIA, l'agence américaine de renseignement extérieur, se mettait elle aussi à cibler massivement les réseaux sociaux chinois ?

C'est en tout cas ce que plusieurs sources proches du dossier ont déclaré à Reuters. Selon elles, dès 2019, l'administration Trump aurait autorisé une campagne clandestine de déstabilisation du Parti communiste sur Internet. Cette ferme à trolls façon Big Mac aurait pris la forme d'une petite équipe qui, sous de fausses identités, aurait diffusé des propos négatifs sur des membres du PCC. La Nouvelle route de la soie, un projet international colossal entrepris par la Chine depuis plusieurs années, a également été ciblée, étant décrite comme une entreprise corrompue et gaspilleuse. Les sources précisent par ailleurs que toutes ces allégations étaient fondées sur des informations factuelles. L'objectif de l'agence était avant tout de provoquer la paranoïa chez les responsables chinois, afin de les inciter à consacrer davantage de ressources à la protection de son territoire numérique. « Nous voulions qu'ils chassent des fantômes », a-t-on expliqué à Reuters.

Guerre froide 2.0

L'opération n'a toutefois pas restreint la CIA au territoire chinois. Tous les pays du monde où les deux premières puissances mondiales sont en compétition ont été concernés, dans le but de manipuler les opinions publiques susceptibles d'être influencées par la Chine. Selon les informateurs, l'opération s'est particulièrement concentrée sur l'Asie du Sud-Est, l'Afrique et le Pacifique Sud. Si tout cela a un parfum de guerre froide, c'est normal : la technique utilisée ici est très proche de ce que faisaient les États-Unis lorsque leur rival était l'Union soviétique. Reuters rappelle que la CIA produisait jusqu'à 90 articles par jour pour déstabiliser cette dernière, allant même jusqu'à créer « un magazine d'astrologie en Allemagne de l'Est pour y publier des prédictions de mauvais augure sur les dirigeants communistes ». Rien n'indique que l'administration Biden a mis

fin à cette opération depuis son entrée en fonction. Toutefois, aux États-Unis, les nouveaux gouvernements n'ont pas l'habitude de remettre en cause ce type de campagne autorisée par l'ancien président. Il ne serait donc pas surprenant que ces trolls américains soient encore à la tâche. Et, de toute façon, les relations avec la Chine ne se sont pas vraiment réchauffées depuis 2021.

Reste à savoir comment le gouvernement de Xi Jinping réagira. Ces révélations pourraient se retourner contre Washington, et la Chine pourrait s'en servir pour discréditer son rival. Selon l'ancien analyste de la CIA Paul Heer, le message pourrait être le suivant : « Regardez les États-Unis intervenir dans les affaires intérieures des autres pays et rejeter les principes de coexistence pacifique ». « Et il y a des endroits dans le monde où ce message aura une grande résonance », explique-t-il.

Mots fléchés

Abrusés		Vague déferlante		Trou dans le planning		Trou dans le mur		Il est en place sur la photo		Arrosât en pluie fine		Lanceur de fusée	
Gloss		Pomb au labo		Ramette en position		Héros grec				Equilibrant		ne sont pas fréquentés	
				Goulag									
Ordurer								Rosoles					
Sujet masculin													
		Palmpède						Plante monte-greoue					
		Habile						Roche et festueux					
Lingue de Jésus								Volcan actif					Forme d'être
Voie identifiée													
						Parte de détente							
						Secrétaire dans l'ancienne Égypte							
Régime	Réféchi			Port informatique				Isolés					
	Débrouilleries			Incompris				Lentement détruits					
						Parce que				Quinquette			Montre la vraie nature
						Fleuve côtier				Abri d'ouïe			
Fils de				Suture d'un acide									
Mercurie au labo				Coccardes									
		Cave du producteur						Fleuve d'Afrique			Sélénium		
		Vaut 200 pour César						Cocahuète			Orteil		
Stacoché à Thamegn						Capitale de l'Italie						Ton sur ton	
Enfermé						Chaque ment sec							
										Epousaille			
										Sous le parasol			
Persuade		Adresse web				Individu-aliste							
		Population nide du Soudan				Renouveler en droit							
								Lave					
								Grande rue (abrév.)					
Veille dynastie chinoise				Révidât ensemble									
Possessions				Protège les péries									
						Exister					C'est à dire		
											C'est moi !		
Tabouret								Mise					
Arrêts													
						Amplifie le signal							

Le porte-parole du Fonds des Nations Unies pour l'enfance (UNICEF), James Elder, a rapporté que plus de 13 000 enfants ont été tués à Ghaza, théâtre d'une guerre génocidaire sioniste depuis le 7 octobre 2023.

Dans un message partagé sur la plateforme "X", James Elder, a affirmé que "plus de 13 000 enfants ont été tués à Ghaza", réitérant son appel à un cessez-le-feu. De sont coté, le chef de l'Organisation mondiale de la santé (OMS), Tedros Adhanom Ghebreyesus, a exprimé son inquiétude après que les forces sionistes ont lancé, plus tôt, une attaque contre le plus grand hôpital de Ghaza, Al-Shifa, avertissant que les attaques "mettaient en danger les agents de santé, les patients et les civils".



ALGÉRIE-RUSSIE

Tebboune félicite Poutine pour sa réélection

Le président de la République, M. Abdelmadjid Tebboune, a félicité le président russe, M. Vladimir Poutine, pour sa réélection à la magistrature suprême de son pays, indique lundi un communiqué de la Présidence de la République. Le président russe sortant Vladimir Poutine, largement réélu, avant-hier dimanche au terme du scrutin présidentiel tenu du 15 au 17 mars, a déclaré ce lundi qu'«il ferait tout son possible pour atteindre les objectifs de développement national».

«Je ferais de mon mieux pour atteindre les objectifs du développement national dans toutes ses dimensions», a-t-il déclaré depuis le quartier général de sa campagne électorale à Moscou.

Pour rappel, Poutine a obtenu 87,32% des voix après le dépouillement de 95,04% des bulletins de vote, selon les données de la Commission électorale centrale (CEC) russe en date de ce lundi.

Selon les règles électorales en vigueur, un candidat qui obtient plus de la moitié des voix est assuré de la victoire. Les élections présidentielles russes de trois jours ont débuté vendredi dernier. Les résultats définitifs seront confirmés au plus tard le 28 mars par la CEC et seront annoncés dans les trois jours suivant la confirmation. S'adressant aux Russes en fin de soirée, M. Poutine a remercié ceux qui sont allés voter et qui ont permis de créer les conditions d'une "consolidation politique interne", deux ans après le début de l'assaut contre l'Ukraine et de l'adoption de sanctions sans précédent par les Occidentaux. « Je tiens à vous remercier tous, ainsi que tous les citoyens du pays, pour votre soutien et votre confiance », a-t-il lancé devant son équipe de campagne, avant de promettre que la Russie tiendra tête à tous ses adversaires. « Peu importe qui veut nous intimider ou à quel point, peu importe qui veut nous écraser ou à quel point, notre volonté ou notre conscience. Personne n'a jamais réussi à faire quelque chose de semblable dans l'histoire. Cela n'a pas fonctionné aujourd'hui et ne fonctionnera pas à l'avenir », a lancé le président, âgé de 71 ans.

AIR ALGÉRIE

Benhamouda opère un vaste mouvement

Dans un communiqué diffusé hier lundi, la compagnie nationale de transport aérien Air Algérie, a annoncé d'importants changements au sein des directions initiés par le PDG, Hamza Benhamouda.

Ainsi et selon la même source, le secrétaire général de la compagnie M. Ait Abdelmalek Sofiane a été limogé et remplacé par M. Bouzghaia Abdelaziz. Le responsable de la communication et porte-parole de la compagnie M. Amine Andaloussi a été nommé directeur de marque par intérim.

Amiar Yacine, directeur commercial par intérim a été limogé et remplacé par la directrice des relations clients Mme Béjaoui Chaouche Souad. Par ailleurs, M. Allali Mohamed Ali directeur de la division exploitation a également été limogé au même titre que M. Ben Miloud Rida désormais ex-directeur du centre de contrôle d'exploitation et qui a été remplacé par M. Dehache Mohammed. Le PDG d'Air Algérie a également nommé M. Chkembou Djamal pilote de A330 en tant que nouveau directeur de la division d'exploitation, et Mme Kouah Hassina en tant que directrice adjointe des opérations. Enfin, M. Boutimadja Samy Karim a été choisi pour occuper le poste de responsable au centre de contrôle d'exploitation en tant que directeur des ressources en remplaçant M. Faïdi Fouad.

RAMADHAN

Un programme spécial pour encadrer les mosquées pendant le mois sacré

Le ministre des Affaires religieuses et des Wakfs, Youcef Belmehdi a fait état lundi à Alger de l'élaboration d'un programme spécial pour l'encadrement des mosquées connaissant une forte affluence des citoyens pendant le mois du Ramadhan, notamment durant la prière des Tarawih. Invité du forum du quotidien "El Moudjahid", le ministre a expliqué que "l'affluence notable aux mosquées pour la prière des Tarawih a été accompagnée de nombreuses mesures visant à garantir un bon accueil aux fidèles", soulignant que "toutes ces structures sont encadrées de manière appropriée, notamment en ce qui concerne le discours religieux conforme au référent religieux et à l'identité nationale".

Ce programme dédié à l'encadrement des moquées de la République pendant le mois sacré "comprend des axes relatifs à l'orientation religieuse, à l'activité des mosquées, à l'enseignement coranique, aux services, aux affaires sociales, à la culture et aux médias", a-t-il ajouté. Dans le même contexte, le ministre a révélé "que 90 imams ont été envoyés à la mosquée de Paris pour diriger la prière des Tarawih et de 60 autres imams vers d'autres pays", relevant "les réactions positives quant à la performance des imams algériens à l'étranger". Concernant la numérisation du secteur, M. Belmehdi a affirmé que son département ministériel "a franchi des pas importants en la matière, en application des instructions du président de la Répu-

blique, M. Abdelmadjid Tebboune, à cet effet", ajoutant que "presque 100% des objectifs fixés pour ce volet ont été atteints". Concernant le statut de l'imam, M. Belmehdi a fait savoir qu'il "sera promulgué prochainement", rappelant les lois adoptées pour protéger les imams. Evoquant par ailleurs le dossier du Hadj, le ministre a mis en avant "les efforts en cours pour finaliser tous les détails concernant le Hadj pour cette saison", révélant, à ce propos, "la délivrance hier par les autorités saoudiennes du premier visa et de la carte de membre de la mission pour la saison du Hadj 2024, lesquels ont été attribués à un membre de la mission algérienne".

HABITAT

Belaribi inspecte les projets d'équipements du pôle urbain Haouch El-Rih

Le ministre de l'Habitat, de l'Urbanisme et de la Ville, Mohamed Tarek Belaribi, a visité, hier lundi, le pôle urbain de 6500 logements à « Haouch El Rih », sur les hauteurs de Meftah, dans la périphérie d'Alger. Le premier point inscrit au programme est l'inspection des travaux d'un mât de d'une hauteur de 62 mètres, réalisé à l'entrée principale du pôle urbain, portant l'emblème national d'une superfi-

cie de 220 m². Le ministre a estimé intéressant de généraliser l'initiative à l'échelle nationale, d'autant que l'Algérie célébrera, cette année, le 70e anniversaire du déclenchement de la guerre de libération nationale. Tarik Belaribi a supervisé, ensuite, les travaux d'aménagement des équipements publics sur le site, notamment le siège de la sûreté urbaine (taux d'avancement est de 65%), et le projet de

réalisation d'une école primaire achevée à 75%, d'un collège dont les travaux ont progressé de 55%, ainsi qu'au groupe scolaire dont le taux d'avancement est de 15% et un lycée. Il a inspecté aussi le chantier de construction d'une polyclinique dont le taux d'avancement est de 65%. Le ministre de l'Habitat a exhorté les maîtres d'œuvre à maintenir le même rythme de travail. Il a donné des ins-

tructions au Directeur des équipements publics pour régulariser la situation financière de ces entreprises. Il a également ordonné le démarrage du chantier de construction d'un autre collège, à courte échéance. Par ailleurs, le Ministre a inspecté les travaux d'assainissement et de bitumage des routes, dans le pôle urbain.

Agence

SÉTIF

Démantèlement d'un réseau criminel spécialisé dans la falsification de documents officiels

Les services de Sûreté de la wilaya de Sétif ont démantelé, le week-end dernier, une bande criminelle spécialisée dans la falsification de documents officiels et administratifs, a indiqué, lundi, un communiqué des services de la Sûreté nationale. La brigade de lutte contre les crimes cybernétiques relevant de la Sûreté de la wilaya de Sétif a procédé, le weekend passé, au démantèlement d'un groupe criminel composé de 4 individus, âgés entre 26 et 37 ans, spécialisé dans la falsification de documents officiels et administratifs tout en récupérant une

somme d'argent d'un milliard et 38 millions de centimes, lit-on dans le communiqué. L'enquête dans cette affaire a été ouverte après que « le service central de lutte contre les crimes cybernétiques a constaté des publications numériques, via des pages et des groupes fermés de réseaux sociaux, offrant des services de falsification de documents administratifs et de diplômes en vue de les joindre aux dossiers de demandes de visas de voyage », précise la même source. Le même service a coordonné ensuite avec la brigade de lutte contre les

crimes cybernétiques de la Sûreté de la wilaya de Sétif qui a entamé ses investigations sous la supervision du parquet compétent, ce qui a permis l'arrestation des mis en cause. L'opération s'est également soldée par la saisie d'un nombre considérable de « sceaux officiels et des documents officiels et bancaires falsifiés, du matériel servant à la fabrication des sceaux et des timbres ainsi que d'ordinateurs ». Les mis en cause ont été présentés devant le parquet territorialement compétent.